

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173 N° 38	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 16 no Eperera 2024
-----------------------	--------------------------------------	------------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Pages

Arrêté n° 445 CM du 9 avril 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Moorea Nui Excursions dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN .....	4760
Arrêté n° 449 CM du 11 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public cadastrée commune de Punaauia, section I n° 343, au profit de la société Pacific Petroleum et services .....	4761
Arrêté n° 453 CM du 11 avril 2024 modifiant l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié fixant le régime d'importation des produits soumis au contrôle du commerce extérieur. ....	4762
Arrêté n° 454 CM du 11 avril 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Centre de formation professionnelle pour adultes (CFPA) pour financer la création d'une unité de formation mobile pour les Tuamotu. ....	4763
Arrêté n° 455 CM du 11 avril 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO .....	4764
Arrêté n° 456 CM du 11 avril 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO .....	4765
Arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau .....	4767
Arrêté n° 459 CM du 11 avril 2024 portant attribution d'une bourse de formation professionnelle maritime continue dispensée en France en faveur des marins exerçant leur activité sur les navires de commerce immatriculés en Polynésie française .....	4773
Erratum à l'arrêté n° 414 CM du 28 mars 2024 portant réglementation de la circulation, du stationnement et du mouillage des navires de moins de 90 mètres de longueur dans les eaux intérieures de l'atoll de Fakarava .....	4777

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 548 PR du 11 avril 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Taharuu, sis à Papara (PK 39), île de Tahiti, au profit de M. John HOANG, pour y exercer une activité de restauration de type rapide. ....	4777
Arrêté n° 549 PR du 11 avril 2024 portant classement par étoiles de l'établissement Four Seasons Bora Bora .....	4780

**Vice-présidence, ministère de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat**

Arrêté n° 3818 VP du 10 avril 2024 approuvant l'état sommaire des versements et des éliminations d'archives publiques de la Polynésie française. ....	4781
---	------

**Ministère de l'économie, du budget et des finances**

Arrêté n° 3878 MEF/DGAE du 11 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 3471 MEF/DGAE du 2 avril 2024 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois d'avril 2024 .....	4782
---	------

**Ministère des grands travaux, de l'équipement**

Arrêté n° 3809 MGT/DPAM du 9 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 10488 MET du 27 novembre 2015 portant délivrance d'un agrément à la SARL Moorea Trip Tours pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Moorea .....	4783
--	------

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Avis officiels**

Direction de la construction et de l'aménagement - 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Australes pour les mois de février et mars 2024. ....	4785
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Australes pour le mois de février 2024. ....	4787

**PARTIE NON OFFICIELLE****Annonces judiciaires et légales****ANNONCES COMMERCIALES****ANNONCES LÉGALES ENTREPRISES****Constitution de société**

Sociétés commerciales .....	4789
Sociétés civiles - Sociétés coopératives .....	4791

**Modification de société**

Changement de siège social .....	4792
Changement de dirigeants. ....	4792
Modification d'objet social .....	4793
Modification de capital social. ....	4793
Nomination de commissaire aux comptes. ....	4794
Modifications multiples. ....	4794

**Cessions et baux**

Cession de fonds de commerce .....	4795
------------------------------------	------

**Cessation d'activité**

Clôture de liquidation .....	4795
------------------------------	------

Dissolution par transmission universelle de patrimoine .....	4795
--	------

**ANNONCES CIVILES****ANNONCES DE CHANGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL**

.....	4796
-------	------

**ASSOCIATIONS****ASSOCIATIONS LOI 1901**

Constitution d'association .....	4796
----------------------------------	------

**COMMANDE PUBLIQUE****MARCHÉS PUBLICS**

Avis d'appel public à la concurrence .....	4798
--	------

Avis d'appel public à la concurrence (MAPA) .....	4802
---	------



**ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES****ARRETE n° 445 CM du 9 avril 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Moorea Nui Excursions dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN**

NOR : ADN24200616AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'aide à la création numérique - ACN ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de la SARL Moorea Nui Excursions, réceptionnée le 22 février 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2024,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement de cent-vingt-huit-mille-neuf-cent-cinquante francs CFP (128 950 F CFP) en faveur de la SARL Moorea Nui Excursions.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Moorea Nui Excursions selon les modalités suivantes :

- un premier versement de soixante-quatre-mille-quatre-cent-soixante-quinze francs CFP (64 475 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de soixante-quatre-mille-quatre-cent-soixante-quinze francs CFP (64 475 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4.— La SARL Moorea Nui Excursions s'engage à produire dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet, auprès du service instructeur.



Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Moorea Nui Excursions et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 avril 2024.  
Moetai BROTHERSON.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,  
du budget et des finances,  
Tevaiti-Ariipaea POMARE.*

**ARRETE n° 449 CM du 11 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public cadastrée commune de Punaauia, section I n° 343, au profit de la société Pacific Petroleum et services**

NOR : DAF24200684AC -1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1218 CM du 14 août 2014 portant renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire d'une emprise dépendant du domaine public sise commune de

Punaauia, au profit de la société anonyme Pacific Petroleum et services ;

Vu la convention d'occupation temporaire conclue entre la Polynésie française et la société Pacific Petroleum et services le 7 octobre 2014 ;

Vu la demande de renouvellement formulée par la société par actions simplifiée Pacific Petroleum et services le 16 juin 2023 réceptionnée le 12 juillet 2023 ;

Vu le programme de rénovation urbaine de la ville de Punaauia qui nécessite notamment le déplacement de la station-service implantée sur la parcelle cadastrée section I n° 343 à 'Outumāoro ;

Vu l'avis de la commune de Punaauia en date du 5 septembre 2023 ;

Vu l'avis de la délégation à l'habitat et à la ville en date du 18 septembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 16 janvier 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 avril 2024,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public cadastrée commune de Punaauia, section I n° 343 d'une superficie totale de 1 873 m<sup>2</sup>, est autorisée au profit de la société Pacific Petroleum et services.

Cette occupation est destinée au maintien temporaire de l'activité de la station-service y implantée.

Art. 2.— La présente autorisation est délivrée pour une durée de trois (3) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, aux clauses et conditions particulières du présent arrêté.

Art. 3.— La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté toutes de rigueur que la bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° La dépendance dont l'occupation est autorisée est destinée au maintien de l'activité de la station-service y implantée ;
- 2° Avant tous travaux, la bénéficiaire est tenue d'obtenir au préalable les autorisations réglementaires nécessaires en la matière. La bénéficiaire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations ;
- 3° La bénéficiaire doit se conformer aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents habilités par la Polynésie française, notamment du service en charge de l'environnement, en ce qui concerne la protection du milieu naturel ;

- 4° La bénéficiaire prend en charge toutes les conséquences dommageables éventuelles qu'induirait les ouvrages sur les propriétés riveraines ;
- 5° Elle est seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 6° Il lui appartient de souscrire toutes les assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. Le cas échéant, elle devra justifier auprès de la Polynésie française être couverte par la production des attestations des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;
- 7° Elle fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Elle ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation ;
- 9° La bénéficiaire s'engage dès à présent à entreprendre toutes les mesures utiles pour identifier, acheter ou louer un foncier destiné au déplacement de la station-service actuellement édifiée sur l'emprise domaniale visée à l'article 1er du présent arrêté ;
- 10° La bénéficiaire s'engage à transmettre semestriellement à la direction des affaires foncières les éléments techniques, opérationnels et de phasage de cette opération de déplacement de sorte que la station-service soit déplacée sur un autre site au plus tard avant le terme de la présente autorisation.

Art. 4.— L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par la bénéficiaire.

Art. 5.— La redevance annuelle d'occupation est fixée à cinq-cent-trente-neuf-mille-dix francs CFP (539 010 F CFP). L'occupante s'oblige à payer la redevance d'avance en début d'année à la caisse de la section recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières (immeuble Te Fenua Mā'ohi).

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, la période comprise entre l'autorisation échue et la nouvelle donne lieu au paiement d'une indemnité égale au montant de la redevance qui aurait été due au titre de la redevance échue, *prorata temporis*.

Cette indemnité est due pour la période comprise entre le 7 octobre 2023 et la veille de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 7.— A l'expiration ou à l'abrogation de la présente autorisation d'occupation temporaire, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public devront être enlevées par la bénéficiaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 8.— La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions, et le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Pacific Petroleum et services et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2024.  
Moetai BROTHERRSON.

Par le Président de la Polynésie française :

*La vice-présidente,*  
Éliane TEVAHITUA.

*Le ministre des grands travaux,  
de l'équipement,*  
Jordy CHAN.

**ARRETE n° 453 CM du 11 avril 2024 modifiant l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié fixant le régime d'importation des produits soumis au contrôle du commerce extérieur**

NOR : DAE24200564AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié fixant le régime d'importation des produits soumis au contrôle du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 1184 CM du 18 septembre 2002 relatif au régime d'importation des perles fines, des perles de culture et des ouvrages en perles fines ou perles de culture ;

Vu l'avis n° 1892 MSP du 18 décembre 2023 du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu l'avis n° 233 MPR du 8 février 2024 du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 avril 2024,

Arrête :

Article 1er.— Le 1) du B de l'annexe I de l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié susvisé fixant le régime d'importation des produits soumis au contrôle du commerce extérieur est abrogé.

Art. 2.— Au 13) du A de l'annexe I et au 8) du B de l'annexe III de l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié susvisé, les mots : “arrêté n° 545 CM du 25 mai 1990” sont remplacés par les mots : “arrêté n° 1184 CM du 18 septembre 2002 modifié”.

Art. 3.— Le 1) et le 3) de l'annexe II de l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié susvisé sont abrogés.

Art. 4.— Les 1), 2) et 5) du B de l'annexe III de l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié susvisé sont abrogés.

Art. 5.— A l'article 5 de l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié susvisé, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Les hôtels de tourisme international, ainsi que les importations strictement réservées aux passagers de yacht et de navires de plaisance privés, peuvent également bénéficier d'autorisations spécifiques, dans des conditions définies par arrêté du Président de la Polynésie française.”

Art. 6.— L'article 6 de l'arrêté n° 861 CM modifié susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes : “Un arrêté du Président de la Polynésie française précise les modalités de délivrance des licences d'importations.”

Art. 7.— L'arrêté n° 907 CM du 19 août 1987 relatif à la fermeture des importations de yogourts d'origine non-CEE est abrogé.

Art. 8.— Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2024.  
Moetai BROTHERSON.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,  
du budget et des finances,  
Tevaiti-Ariipaea POMARE.*

**ARRETE n° 454 CM du 11 avril 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Centre de formation professionnelle pour adultes (CFPA) pour financer la création d'une unité de formation mobile pour les Tuamotu**

NOR : CFP23000276AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 13 décembre 2023 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu le dossier de demande de subvention d'investissement n° 514-23 CFP/DG en date du 9 octobre 2023 déclaré complet par attestation n° 4190 MFT du 5 octobre 2023 ;

Vu la lettre n° 396 PR du 22 janvier 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 janvier 2024 ;

Vu l'avis n° 14-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 30 janvier 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 avril 2024,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de cent-trente-millions de francs CFP TTC (130 000 000 F CFP) en faveur du CFPA pour financer la création d'une unité de formation mobile pour les Tuamotu.

Art. 2.— Le montant de la subvention s'élève à 99,6798704 % du coût total de l'opération de cent-trente-millions-quatre-cent-dix-sept-mille-cinq-cent-cinq francs CFP TTC (130 417 505 F CFP TTC) et ne pourra excéder le montant plafond de cent-trente-millions de francs CFP TTC (130 000 000 F CFP TTC).

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, mission 907, AP 123.2022, AE 438.2022, article 204, centre de travail 62503, code tiers 1469.

Art. 4.— Le versement du montant de l'aide financière sera effectué selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % du montant de la subvention, soit un montant de soixante-cinq-millions de francs CFP TTC (65 000 000 F CFP TTC) sera versée sur présentation du permis de travaux immobiliers ;
- une fraction de 40 %, soit la somme de cinquante-deux-millions de francs CFP TTC (52 000 000 CFP TTC) sera versé sur présentation d'un relevé de mandats visé par la paierie de la Polynésie française justifiant de l'utilisation de l'avance ;
- le solde de 10 %, soit la somme de treize-millions de francs CFP TTC (13 000 000 FCFP TTC) sera versé sur production d'une attestation de fin d'opération et sur présentation d'un relevé de mandat visé par la paierie de la Polynésie française justifiant de la réalisation effective de l'opération financée.

La production des pièces justificatives permettant le versement du solde devra être produite dans un délai maximum de 6 mois suivant la date d'achèvement de l'opération.

Art. 5.— Si à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 6.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7.— La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle et le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au CFPA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2024.  
Moetai BROTHERRSON.

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre de la fonction publique,  
de l'emploi, du travail,  
de la modernisation de l'administration  
et de la formation professionnelle,  
Vannina CROLAS.*

*Le ministre de l'économie,  
du budget et des finances,  
Tevaiti-Ariipaea POMARE.*

**ARRETE n° 455 CM du 11 avril 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO**

NOR : SDR23203269AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2022-97 APF du 8 décembre 2022 relative le budget général de la Polynésie française pour l'année 2023 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO réceptionnée le 23 octobre 2023 et réputée complète le 30 octobre 2023 ;

Vu l'avis de la commission des aides à l'agriculture du 15 novembre 2023 ;

Vu la lettre n° 747 PR du 6 février 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 9 février 2024 ;

Vu l'avis n° 29-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 26 février 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 avril 2024,



## Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide à la conception d'aménagements fonciers (études) de onze-millions-huit-cent-vingt-deux-mille-trois-cent-quatre-vingt-seize francs CFP (11 822 396 F CFP) en faveur de la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO (aide type III de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée), carte professionnelle CAPL n° 2023-GS-090.

Le taux d'aide attribué correspond à 60 % (taux majoré pour filière élevage avicole) du montant des dépenses éligibles selon les indications ci-après :

- dépenses éligibles HT : 19 703 993 F CFP ;
- aide : 11 822 396 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, centre de travail 74021A, mission 905, programme 90501, AP 98.2023, AE 101.2023, article 204.

Art. 3.— L'aide est versée sur le compte ouvert par la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 5 911 198 F CFP, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 7.— Les membres de la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO s'engagent à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Ils s'engagent également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date de réception du dossier de demande d'aide, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 8.— Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2024.  
Moetai BROTHERSON.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'économie,  
du budget et des finances,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE.

*Le ministre de l'agriculture  
et des ressources marines,*  
Taivini TEAI.

**ARRETE n° 456 CM du 11 avril 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO**

NOR : SDR23203282AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2022-97 APF du 8 décembre 2022 relative le budget général de la Polynésie française pour l'année 2023 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO réceptionnée le 23 octobre 2023 et réputée complète le 30 octobre 2023 ;

Vu l'avis de la commission des aides à l'agriculture du 15 novembre 2023 ;

Vu la lettre n° 742 PR du 6 février 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 9 février 2024 ;

Vu l'avis n° 30-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 26 février 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 avril 2024,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide plafonnée à la réalisation d'aménagements fonciers de vingt-cinq-millions de francs CFP (25 000 000 F CFP) en faveur de la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO (aide type IV de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée), carte professionnelle CAPL n° 2023-GS-090.

Les taux d'aides attribués correspondent à 50 % (taux de base) et 60 % (taux majoré pour filière élevage avicole) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Désignation	Dépenses éligibles HT (en F.CFP)	Aide plafonnée (en F.CFP)
Filière non majorée	27 085 119	10 898 646
Filière majorée	29 203 694	14 101 354
TOTAL	56 288 813	25 000 000

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, centre de travail 74021A, mission 905, programme 90501, AP 98.2023, AE 101.2023, article 204.

Art. 3.— L'aide est versée sur le compte ouvert par la SCA AGRIPLANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 12 500 000 F CFP, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 7.— Les membres de la SCA AGRIPANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO s'engagent à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Ils s'engagent également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date de réception du dossier de demande d'aide, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 8.— Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA AGRIPANT représentée par M. Wilfried CHUNG SAO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2024.  
Moetai BROTHERRSON.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,  
du budget et des finances,  
Tevaiti-Ariipaea POMARE.*

*Le ministre de l'agriculture  
et des ressources marines,  
Taivini TEAI.*

**ARRETE n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport  
de haut niveau**

NOR : SJS24200720AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu les avis favorables de la commission consultative du sport de haut niveau en Polynésie française en date du 5 octobre 2023 et du 30 janvier 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 avril 2024,

Arrête :

**TITRE Ier - Disciplines, catégories et critères  
de haut niveau**

**Chapitre Ier - Reconnaissance du caractère  
de haut niveau des disciplines sportives**

Article 1er.— La reconnaissance du caractère de haut niveau d'une discipline sportive permet à ses pratiquants de prétendre au statut de sportif de haut niveau.

Cette reconnaissance est établie sur le fondement de critères institutionnels et organisationnels. Ces critères s'organisent autour des axes suivants : le positionnement de la fédération par rapport aux institutions sportives de la Polynésie française et internationales, l'application de la réglementation internationale propre à la discipline mais également relative à la lutte contre le dopage et l'universalité de la pratique.

Art. 2.— Sont automatiquement reconnues disciplines de haut niveau :

- toutes les disciplines sportives inscrites au programme des jeux Olympiques et Paralympiques ;
- toutes les disciplines sportives inscrites au programme des jeux du Pacifique de l'olympiade en cours ou à venir.

Art. 3.— Outre les disciplines automatiquement reconnues de haut niveau prévues à l'article 2 ci-dessus, les disciplines sportives peuvent être reconnues de haut niveau si elles remplissent les conditions suivantes :

- 1° La fédération sportive doit avoir obtenu la délégation de service public et être affiliée au comité olympique de Polynésie française ;
- 2° La fédération sportive délégataire de service public doit être affiliée à la fédération internationale ou océanienne reconnue par le comité international olympique pour la discipline considérée, ou à défaut à la fédération nationale délégataire ;

3° La fédération internationale doit organiser une compétition mondiale de référence au moins tous les deux ans. A défaut, une compétition internationale de référence ou un classement mondial peut être pris en compte ;

4° Les disciplines d'été doivent regrouper au moins soixante fédérations nationales sur au moins quatre continents, au sein d'une fédération internationale ; les disciplines d'hiver doivent regrouper au moins quarante fédérations nationales sur au moins trois continents au sein d'une fédération internationale.

Pour ces disciplines, la commission consultative du sport de haut niveau de la Polynésie française (CCSHN) émet un avis, après étude d'un dossier déposé par la fédération sportive délégataire concernée, comprenant :

- un exposé détaillé de l'intérêt public, sportif ou culturel du développement de la discipline pour la Polynésie française ou au sein de son environnement régional ou océanien ;
- tout autre document ou information permettant à la commission consultative du sport de haut niveau de statuer sur cette demande.

Art. 4.— En dehors des cas prévus aux articles 2 et 3 ci-dessus, le caractère de haut niveau peut être reconnu à une discipline sportive lorsque celle-ci représente un intérêt public, sportif ou culturel du développement de la discipline pour la Polynésie française ou au sein de son environnement régional ou océanien. La CCSHN émet un avis préalable à cette reconnaissance.

Art. 5.— La liste de l'ensemble des disciplines sportives reconnues au titre des articles 3 et 4 ci-dessus est fixée en annexe du présent arrêté.

## Chapitre II - Catégories et critères de haut niveau

Art. 6.— La qualité de sportif de haut niveau s'obtient par l'inscription sur la liste des sportifs de haut niveau arrêtée par le Président de la Polynésie française.

Art. 7.— L'inscription est effectuée dans l'une des catégories suivantes : "Elite", "Excellence", "Accession" et "Reconversion", définies ci-dessous :

### Catégorie "Elite" :

Peut être inscrit dans la catégorie "Elite", soit à titre individuel, soit en qualité de membre titulaire d'une équipe de Polynésie française ou d'une équipe de France, le sportif :

- qualifié ou sélectionné aux jeux Olympiques ou Paralympiques ;
- inscrit en catégorie "Elite" ou équivalent sur la liste des sportifs de haut niveau métropolitaine ;
- qui a réalisé une performance, ou qui a obtenu un classement significatif aux championnats du monde, aux championnats d'Europe d'une discipline olympique ou lors d'une compétition de référence "Elite", au niveau international ou national, dans les conditions définies dans le projet de performance fédéral polynésien (PPFP)

transmis par la fédération sportive délégataire de service public concernée et validé par la commission consultative du sport de haut niveau de Polynésie française.

A défaut de réunir les critères identifiés ci-dessus, la commission consultative du sport de haut niveau de Polynésie française instruit la demande d'inscription au cas par cas, en fonction du dossier de demande et de tout document et information en sa possession.

L'inscription dans cette catégorie est valable deux ans. Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

### Catégorie "Excellence" :

Peut être inscrit dans la catégorie "Excellence" soit à titre individuel, soit en qualité de membre titulaire d'une équipe de Polynésie française ou d'une équipe de France, le sportif :

- inscrit en catégorie "Relève" ou "Sénior" ou équivalent sur la liste des sportifs de haut niveau métropolitaine ;
- qui a réalisé une performance, ou qui a obtenu un classement significatif aux jeux du Pacifique, aux Oceania ou lors d'une compétition de référence internationale ou nationale, dans les conditions définies dans le projet de performance fédéral polynésien (PPFP) transmis par la fédération sportive délégataire de service public concernée et validé par la commission consultative du sport de haut niveau de Polynésie française.

A défaut de réunir les critères identifiés ci-dessus, la commission consultative du sport de haut niveau de Polynésie française instruit la demande d'inscription au cas par cas, en fonction du dossier de demande et de tout document et information en sa possession.

L'inscription dans cette catégorie est valable deux ans. Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

### Catégorie "Accession" :

Peut être inscrit dans cette catégorie, le sportif remplissant l'une des conditions suivantes :

- être inscrit dans un centre de performance polynésien ;
- être inscrit dans un pôle espoir métropolitain ou inscrit dans une structure identifiée dans le projet de performance fédérale de la fédération nationale ;
- ou le sportif inscrit sur liste "espoir métropolitain" reconnue par une commission nationale compétente en matière de sport de haut niveau.

A défaut de réunir les critères identifiés ci-dessus, la commission consultative du sport de haut niveau de Polynésie française instruit la demande d'inscription au cas par cas, en fonction du dossier de demande et de tout document et information en sa possession et notamment le projet de performance fédéral polynésien de la fédération sportive délégataire concernée.

L'inscription dans cette catégorie est valable un an. Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions.



## Catégorie “Reconversion” :

Peut être inscrit dans cette catégorie, le sportif qui justifie :

- d'une inscription sur la liste dans la catégorie “Elite” durant au moins 2 ans ou dans la catégorie “Excellence” durant au moins 4 ans consécutifs ou non ;
- et d'un projet d'insertion et de reconversion professionnelle.

L'inscription dans la catégorie “Reconversion” ne peut être demandée par un sportif de haut niveau ayant cessé d'être inscrit sur liste de haut niveau depuis plus de trois ans.

L'inscription dans cette catégorie est valable un an. Elle peut être renouvelée une seule fois.

Le ministre en charge des sports peut, à tout moment, par une décision motivée, s'opposer à l'inscription d'un sportif sur les catégories mentionnées ci-dessus.

Art. 8.— Pour être inscrit sur la liste des sportifs de haut niveau, le sportif doit remplir les conditions prévues aux alinéas 3 à 6 de l'article LP. 16-2 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée susvisée.

Afin de contrôler ces conditions, les demandes devront être accompagnées des pièces justificatives suivantes :

- une attestation signée du président de la fédération sportive délégataire concernée, précisant que le demandeur pratique ou a pratiqué la compétition dans une discipline sportive dont le caractère de haut niveau a été reconnu par la commission consultative du sport de haut niveau de Polynésie française ;
- un justificatif d'identité et un certificat de résidence ou tout autre document officiel attestant que le demandeur a résidé en Polynésie française au moins cinq ans, consécutifs ou non ;
- tout document justifiant que le demandeur a réalisé les performances requises pour être inscrit sur liste de haut niveau.

## Chapitre III - Dispositions diverses

Art. 9.— Le sportif s'engage par ailleurs à remplir les obligations prévues à l'article LP. 16-2 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée susvisée.

Il s'engage en outre, à réaliser le suivi médical dans les quatre mois après leur inscription sur liste de haut niveau.

Art. 10.— La validité de l'inscription sur la liste des sportifs de haut niveau court à compter du 1er janvier au 31 décembre de l'année concernée.

L'inscription sur la liste de haut niveau ne peut faire l'objet d'une nouvelle demande pendant la durée de validité de son inscription, sauf si cette demande permet d'accéder à une catégorie supérieure.

Art. 11.— La commission consultative du sport de haut niveau de la Polynésie française se réserve le droit d'étudier l'inscription sur une liste d'un sportif qui en fait la demande à titre individuel, par courrier motivé adressé au président de la commission consultative du sport de haut niveau.

Il s'agit notamment des cas de défaillance ou d'absence de fédération sportive délégataire de service public en Polynésie française pour la discipline concernée.

Art. 12.— Chaque fédération sportive délégataire de service public propose à la commission consultative du sport de haut niveau, une liste d'athlètes en vue de leur inscription sur liste de sportifs de haut niveau.

La liste des sportifs de haut niveau est arrêtée par le Président de la Polynésie française et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

## TITRE II - Composition, attributions et fonctionnement de la commission consultative du sport de haut niveau

## Chapitre Ier - Composition

Art. 13.— La commission consultative du sport de haut niveau comprend les sept membres suivants, ayant voix délibérative :

- 1° Quatre représentants de la Polynésie française :
  - a) Le ministre chargé des sports, ou son représentant, président ;
  - b) Le ministre chargé de l'éducation, ou son représentant ;
  - c) Le directeur de la jeunesse et des sports, ou son représentant ;
  - d) Le directeur de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française, ou son représentant ;
- 2° Le président du comité olympique de la Polynésie française, ou son représentant ;
- 3° Deux personnalités qualifiées pour leurs compétences en matière de sport de haut niveau, sur proposition du comité olympique de la Polynésie française, désignées par le Président de la Polynésie française.

La commission peut, en cas de besoin, s'attacher la compétence de personnes qualifiées ayant voix consultative.

Les membres mentionnés au 3° sont désignés pour une période de quatre ans.

Le mandat des membres mentionnés au 3° prend fin par démission, ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été procédé à leur désignation, ou révocation par le Président de la Polynésie française.

Lorsque la vacance intervient en cours de mandat, un remplaçant est nommé dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Le secrétariat et les travaux préparatoires de la commission sont assurés par le service en charge des sports.

## Chapitre II - Attributions

Art. 14.— La commission consultative du sport de haut niveau de la Polynésie française donne son avis pour toute question relative au sport de haut niveau et se prononce notamment sur la mise en place des dispositifs de performance. Cette commission exerce plus particulièrement les compétences suivantes :

- 1° Elle rend un avis sur les critères et les catégories de haut niveau proposés par les fédérations sportives délégataires de service public et contenus dans leur projet de performance ;
- 2° Elle rend un avis sur les sportifs, entraîneurs, juges et arbitres, susceptibles d'être inscrits sur la liste de haut niveau suivant la liste proposée par les fédérations délégataires de service public ou à la demande de l'athlète lui-même, en cas d'absence de fédération délégataire ;
- 3° Elle se réserve le droit d'étudier l'inscription sur une liste d'un sportif, entraîneur, juge et arbitre qui en fait la demande à titre individuel, par courrier adressé au président de la commission ;
- 4° Elle rend un avis sur les décisions individuelles de retrait de la liste des sportifs, entraîneurs, juges et arbitres de haut niveau ;
- 5° Elle formule un avis sur la validation des filières d'accès au sport de haut niveau, la création de structures adaptées ou de dispositifs de performance et les cahiers des charges afférents, y compris les centres de performance polynésiens ;
- 6° Elle formule un avis sur la charte du sport de haut niveau, sur la convention prévue par l'article LP. 16-2 et sur le dispositif d'aide financière au bénéfice des personnes inscrites sur liste de haut niveau prévu à l'article LP. 21 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée susvisée.

## Chapitre III - Fonctionnement

Art. 15.— La commission consultative du sport de haut niveau de la Polynésie française se réunit au moins une fois par an sur convocation de son président ou à la demande écrite de la moitié au moins de ses membres.

Sur demande dûment justifiée d'un membre, il peut être décidé de recourir à des réunions à distance, pour l'un ou l'ensemble des membres. Ces réunions à distance peuvent être organisées au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle permettant un dialogue en ligne.

La convocation précisant l'ordre du jour et accompagnée des dossiers afférents sont adressés au moins huit jours avant la date de la tenue de la réunion, aux membres de la commission.

Elle adopte son propre règlement intérieur.

Art. 16.— L'ordre du jour de la commission consultative du sport de haut niveau de la Polynésie française est fixé par le président de la commission. Dans le cas où elle est réunie sur demande écrite de la moitié au moins de ses membres, la demande doit préciser le ou les points à inscrire à l'ordre du jour.

Art. 17.— La commission consultative du sport de haut niveau de la Polynésie française ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Lorsque le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour est envoyée aux membres de la commission qui siègent alors valablement sans condition de quorum dans un délai maximal de sept jours.

Tout membre de la commission qui ne peut pas répondre à la convocation doit en informer le secrétariat de la commission. Il peut donner procuration à un autre membre de la commission afin de le représenter. Tout membre de la commission ne peut recevoir au maximum qu'une seule procuration.

Art. 18.— Le président est chargé de veiller à l'application des dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les délibérations de la commission ainsi qu'à l'application du présent arrêté. D'une façon plus générale, il est chargé d'assurer la bonne tenue et la discipline dans le fonctionnement de la commission.

Art. 19.— L'avis de la commission est rendu à la majorité de ses membres et la voix du président est prépondérante en cas de partage des voix.

Art. 20.— Lorsqu'un membre de la commission a un intérêt direct dans une décision, ce dernier ne doit être ni présent aux échanges ni au vote de celle-ci.

Art. 21.— Les séances de la commission ne sont pas publiques. Les membres sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle à raison des faits, pièces et documents dont ils ont eu connaissance en leur qualité de membre de la commission ou d'expert auprès de la commission.

Art. 22.— Le président peut décider une suspension de séance. Il prononce la clôture de la réunion après épuisement de l'ordre du jour.

Art. 23.— Le président peut inviter, à titre consultatif, des experts ou des techniciens à son initiative ou à la demande de la commission afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Art. 24.— La commission peut décider de créer des groupes de travail sur un sujet ou une problématique rentrant dans le cadre de ses attributions.

### TITRE III - Surveillance médicale réglementaire des sportifs de haut niveau

Art. 25.— Dans le cadre du suivi médical réglementaire obligatoire des athlètes inscrits sur la liste de haut niveau prévu à l'article LP. 16-2 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée susvisée, le présent arrêté fixe, selon les disciplines sportives, la nature et la périodicité des examens médicaux initiaux et complémentaires auxquels ils sont soumis.

#### Chapitre Ier - Nature des examens médicaux de première inscription pour les sportifs de haut niveau

Art. 26.— Dès la première inscription sur la liste des sportifs de haut niveau arrêtée par le Président de la Polynésie française, sont réalisés les examens suivants, au plus tard dans les quatre mois à compter de la publication de la liste au *Journal officiel* de la Polynésie française :

1. Un examen médical réalisé par le médecin diplômé en médecine du sport comprenant :
  - un entretien ;
  - un examen clinique général ;
  - des mesures anthropométriques ;
  - un dépistage des troubles visuels ;
  - un dépistage des troubles auditifs ;
  - un dépistage de surentraînement ;
  - une évaluation de la santé mentale ;
  - une évaluation diététique avec des conseils nutritionnels, ou si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire avec un spécialiste en diététique ;
2. Une recherche par bandelette urinaire de protéinurie, glycosurie, hématurie et nitrites ;
3. Un examen biologique, avec autorisation parentale pour les mineurs, comprenant : numération-formule sanguine, réticulocytes et ferritine ;
4. Un électrocardiogramme de repos ;
5. Un examen dentaire avec orthopantogramme, certifié par un chirurgien-dentiste ;
6. Une échocardiographie trans-thoracique de repos.  
Cet examen est réalisé par un cardiologue qui adresse les comptes-rendus au médecin prescripteur ;
7. Une épreuve d'effort d'intensité maximale, réalisé par le médecin diplômé en médecine du sport ou par un cardiologue.  
Chez les sportifs licenciés ayant un handicap physique ou mental ne permettant pas la réalisation de l'épreuve d'effort dans des conditions habituelles, une adaptation méthodologique est à prévoir ;
8. Une radiographie pulmonaire (face), si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire, pour les sports de combat ou sports collectifs avec proximité physique et risque de contamination entre compétiteurs ;
9. Une exploration fonctionnelle respiratoire, si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
10. Un examen ophtalmologique réalisé par un spécialiste, qui adresse les comptes-rendus au médecin prescripteur, pour les disciplines suivantes : sports mécaniques et sports de combats de percussion, ou si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;

11. Un examen ORL effectué par un spécialiste pour les sports subaquatiques, les sports de combats de percussion ou si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
12. Une consultation auprès du neurologue si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
13. Des examens radiographiques du rachis lombaire (face, profil), sans renouvellement en cas de résultats normaux, si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
14. Des examens radiographiques du rachis cervical (face et profil), pour les disciplines sportives ci-dessous suivantes :
  - rugby ;
  - sports de combat ;
  - haltérophilie ;
  - force athlétique.

Toutefois, si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire, il peut demander des examens radiographiques du rachis cervical (face et profil) pour toute autre discipline sportive.

#### Chapitre II - Nature et périodicité des examens communs à toutes les disciplines sportives pour les sportifs de haut niveau

Art. 27.— Le renouvellement sur la liste des sportifs de haut niveau arrêtée par le Président de la Polynésie française est conditionné par la réalisation d'examens jugés nécessaires par le médecin diplômé en médecine du sport.

Art. 28.— L'examen de suivi médical annuel des sportifs réalisés par le médecin diplômé en médecine du sport comprend :

- un entretien ;
  - un examen clinique général ;
  - des mesures anthropométriques ;
  - un examen ORL ;
  - un examen ophtalmique avec dépistage des troubles visuels ;
  - une évaluation de la santé mentale ;
  - une évaluation diététique ;
  - un dépistage de surentraînement.
- Pour les sports de combat avec percussions, un rendez-vous chez l'ophtalmologiste pour une angiographie IRM est obligatoire tous les deux ans après trente-deux ans ou si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
- un examen dentaire ;
  - une recherche par bandelette urinaire de protéinurie, glycosurie, hématurie et nitrites ;
  - un examen sanguin, avec autorisation parentale pour les mineurs, comprenant numération-formule, réticulocytes et ferritine ;
  - un électrocardiogramme de repos ;
  - une exploration fonctionnelle respiratoire si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
  - une radiographie pulmonaire (face) si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;

- une échocardiographie si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
- un électrocardiogramme d'effort si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire, réalisé en externe ;
- un bilan diététique complémentaire, si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire, avec des conseils nutritionnels par un spécialiste en diététique.

Art. 29.— Selon les disciplines sportives, les sportifs inscrits sur la liste des sportifs de haut niveau peuvent être soumis à des examens médicaux complémentaires, si nécessaire, selon l'appréciation du médecin diplômé en médecine du sport.

### Chapitre III - Dispositions diverses

Art. 30.— Une information de sensibilisation à la lutte contre le dopage est effectuée par le médecin diplômé en médecine du sport, toute cellule ou tout organisme chargé de l'antidopage à l'attention de tous les sportifs inscrits sur la liste de haut niveau.

Art. 31.— Lorsqu'ils font une demande de certificat médical de non contre-indication à la pratique du sport et de participation à des compétitions, au médecin diplômé en médecine du sport, les athlètes inscrits sur la liste métropolitaine des sportifs de haut niveau arrêtée par le ministre chargé du sport compétent au niveau national et bénéficiant du suivi médical prévu dans ce cadre, seront dispensés des examens prévus au présent arrêté sous réserve de présentation du dossier médical complet de leur suivi longitudinal obligatoire, au médecin diplômé en médecine du sport pour validation du dossier médical métropolitain par ce dernier.

Art. 32.— Les sportifs qui figurent sur la liste des sportifs de haut niveau arrêtée par le Président de la Polynésie française, et qui évoluent à l'extérieur de la Polynésie française, peuvent bénéficier d'un accompagnement financier de la Polynésie française ou de l'établissement public chargé du suivi des sportifs de haut niveau, pour effectuer le suivi médical exigé.

Art. 33.— Les résultats des examens prévus au présent arrêté peuvent être transmis au médecin fédéral et à tout autre médecin désigné, après accord écrit des athlètes concernés ou de leurs représentants légaux.

Art. 34.— Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux sportifs figurant sur la liste des sportifs de haut niveau inscrits en catégorie "Reconversion".

### TITRE IV - Aide financière en faveur des sportifs de haut niveau

Art. 35.— En application de l'article LP. 21 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée susvisée, une aide financière peut être attribuée aux personnes inscrites sur la liste des sportifs de haut niveau arrêtée par le Président de la Polynésie française, dans l'une

des catégories prévues : "Elite", "Excellence", "Accession" ou "Reconversion", afin de soutenir leur projet, leur carrière ou leur performance sportive.

Art. 36.— Les dossiers de demande d'aide financière sont adressés au service en charge des sports.

Art. 37.— Le dossier du demandeur comprend :

- a) Une demande d'aide financière ;
- b) Une photocopie lisible d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- c) Lorsque le candidat est mineur, l'autorisation écrite des parents ou du représentant légal à percevoir l'aide financière ;
- d) Un relevé d'identité bancaire au nom de l'intéressé ou des parents ou du représentant légal du mineur. Si le nom du mineur n'est pas le même que celui du titulaire du compte sur lequel le montant de l'aide financière doit être versé, la production d'un extrait d'acte de naissance de l'intéressé est nécessaire ;
- e) Le descriptif du ou des projet(s) sportif (s) accompagné d'un budget prévisionnel ou tout autre document susceptible d'éclairer sa demande.

Art. 38.— Toute fausse déclaration entraîne l'irrecevabilité du dossier.

Art. 39.— Le montant de l'aide financière pour les sportifs de haut niveau est plafonné comme suit :

- 600 000 F CFP pour la catégorie "Elite" ;
- 400 000 F CFP pour la catégorie "Excellence" ;
- 200 000 F CFP pour la catégorie "Accession" ;
- 300 000 F CFP pour la catégorie "Reconversion".

Art. 40.— La décision de financement est arrêtée par le Président de la Polynésie française après instruction du dossier de demande par le service en charge des sports. Cette décision fixe le montant de l'aide à attribuer, en fonction du projet présenté par le demandeur et dans la limite des crédits votés disponibles.

Art. 41.— Il n'est admis qu'une demande d'aide financière de sportif de haut niveau par année budgétaire et par bénéficiaire.

Art. 42.— Le contrôle de l'aide financière attribuée est effectué par le service en charge des sports.

Art. 43.— Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.



Art. 44.— Sont abrogés :

- l'arrêté n° 1413 CM du 16 août 2023 modifié portant composition, attribution et fonctionnement de la commission consultative du sport de haut niveau ;
- l'arrêté n° 228 PR du 8 avril 2016 fixant la liste des examens médicaux pour l'inscription sur la liste des sportifs de haut niveau ;
- l'arrêté n° 87 CM du 28 janvier 2016 modifié portant réglementation de l'attribution par la Polynésie française de bourses individuelles au titre du sport de haut niveau ;
- l'arrêté n° 1274 CM du 30 septembre 2002 modifié portant réglementation de l'attribution par la Polynésie française d'une aide financière aux sportifs dans le cadre d'un projet lié à l'exercice de leur activité physique et sportive.

Art. 45.— La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2024.

Moetai BROTHERRSON.

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre des sports, de la jeunesse  
et de la prévention contre la délinquance,*  
Nahema TEMARII.

## ANNEXE

### LISTE DE L'ENSEMBLE DES DISCIPLINES SPORTIVES RECONNUES DE HAUT NIVEAU

Conformément aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté, le caractère de haut niveau est reconnu pour les disciplines sportives suivantes :

- L'apnée ;
- La chasse sous-marine.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, le caractère de haut niveau est reconnu pour les disciplines sportives suivantes :

- Les arts martiaux mixtes (MMA) ;
- Le beach soccer ;
- Le jiu-jitsu brésilien ;
- Le swimrun.

#### **ARRETE n° 459 CM du 11 avril 2024 portant attribution d'une bourse de formation professionnelle maritime continue dispensée en France en faveur des marins exerçant leur activité sur les navires de commerce immatriculés en Polynésie française**

NOR : DAM24200524AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les dispositions du livre III de la partie VI du code du travail de Polynésie française relatif à la formation professionnelle continue notamment les articles LP. 6311-1, LP. 6311-2, LP. 6311-3. LP. 6312-1, LP. 6312-3, LP. 6312-4. LP. 6312-8. LP. 6321-1 à LP. 6322-13, LP. 6331-1 et LP. 6344-3 ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 modifié relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu les consultations des services administratifs et des partenaires privés ;

Considérant le dispositif du fonds d'intervention maritime et la convention de financement entre le secrétaire d'Etat chargé de la mer et la Polynésie française en date du 6 décembre 2023 relative au financement du projet de bourses d'étude en faveur des marins de la flotte de commerce polynésienne ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 avril 2024,

Arrête :

## PREAMBULE

Le développement de la flotte des navires de commerce en Polynésie française implique une augmentation du besoin de marins qualifiés disponibles, plus particulièrement d'officiers de la marine marchande.

La profession de marin est réglementée. Tout marin doit être titulaire d'un titre de formation professionnelle maritime.

Certaines formations maritimes supérieures initiales et continues ne sont pas dispensées en Polynésie française, notamment celles relatives à l'obtention du brevet d'officier. Le marin embarqué sur un navire de commerce en Polynésie française est confronté à de multiples contraintes, notamment liées à sa situation familiale, financière ou encore professionnelle.

Face à ces multiples difficultés, un dispositif de soutien a été élaboré afin de permettre aux marins polynésiens de suivre une formation professionnelle maritime continue, non dispensée en Polynésie française, pour l'obtention d'un brevet supérieur lui permettant d'accéder aux fonctions d'officier. Le dispositif peut bénéficier aux marins suivant une formation concernée par le dispositif depuis le 1er septembre 2023.

Les partenaires privés, l'Etat et la Polynésie française s'engagent pour une durée de quatre (4) ans à la coordination de ce dispositif susceptible d'être renouvelé et pérennisé.

## CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1er. — Objet

Il est institué une bourse de formation professionnelle maritime dans le cadre des actions d'adaptation et de promotion, dont les principes sont fixés par les dispositions du code du travail de Polynésie française. Cette bourse de formation est destinée au marin en activité ou détenteur d'une promesse d'embauche, à bord d'un navire de commerce immatriculé au registre de la Polynésie française.

Elle permet au marin d'accéder à la formation professionnelle maritime continue non dispensée en Polynésie française, pour l'obtention d'un brevet ou d'un titre d'officier.

### Art. 2. — Définitions

En application des dispositions des articles LP. 6312-3 et LP. 6312-4 du code du travail de Polynésie française et pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- action d'adaptation : une action ayant pour objet de faciliter l'accès et le maintien dans l'emploi du marin titulaire d'un contrat de travail ou détenteur d'une promesse d'embauche ;

- action de promotion : une action ayant pour objet de permettre au marin d'acquérir une qualification plus élevée dans le domaine maritime.

### Art. 3. — Eligibilité du demandeur

Est éligible à la formation professionnelle maritime continue :

- pour les actions d'adaptation : le marin en activité à bord d'un navire de commerce immatriculé au registre de la Polynésie française sous dérogation aux fonctions principales de direction, opérationnelles et le marin détenteur d'une promesse d'embauche pour embarquement dans le domaine maritime ;
- pour les actions de promotion : le marin employé sur un navire de commerce immatriculé au registre de la Polynésie française, qui souhaite acquérir une qualification plus élevée dans le domaine maritime.

Est également éligible aux actions d'adaptation ou de promotion, le marin employé sur un navire de commerce immatriculé au registre de la Polynésie française, régulièrement inscrit à une formation professionnelle maritime continue au sens de l'article 4 du présent arrêté et dont le cursus est en cours.

Le marin dont la formation professionnelle maritime continue a été suspendue en cours de déroulement pour des raisons autres que celles mentionnées à l'article 19 du présent arrêté, ou qui a été ajourné à l'issue de cette formation, dans la limite de deux (2) fois, est éligible au dispositif d'aide prévu par le présent arrêté.

### Art. 4. — Identification des formations ciblées

Sont visées par le dispositif les différentes formations professionnelles maritimes continues suivantes :

FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME CONTINUE	
1	Probatoire OCQP + OCQP (Officier Chef de Quart Passerelle)
2	Probatoire OCQM+ OCQM (Officier Chef de Quart Machine)
3	BC 3000 UMS (Brevet de Capitaine 3000 UMS)
4	CM 3000 kW (Chef Mécanicien 3000 kW)
5	Capitaine illimité
6	CM 8000 kW (Chef mécanicien 8 000 kW)

### Art. 5. — Descriptif de la bourse

Les cursus de formation des actions d'adaptation et de promotion permettent à un candidat éligible, de bénéficier d'une bourse de formation professionnelle maritime continue comprenant une ou plusieurs des aides exposées ci-après :

- l'aide à l'installation, comprenant les frais relatifs à l'état des lieux, les frais d'agence, dont le montant est plafonné à 150 000 F CFP ;

- l'allocation à la formation, dont le montant mensuel est plafonné :
  - à 100 000 F CFP pour un demandeur célibataire ou dont le conjoint (concubinage, mariage, pacs) détient un emploi ;
  - à 150 000 F CFP pour un demandeur dont le conjoint (concubinage, mariage, pacs) est sans emploi ;
- le cas échéant, une allocation complémentaire mensuelle cumulable plafonnée à 40 000 F CFP versée par enfant à charge du demandeur ;
- l'allocation au logement, dont le montant mensuel est plafonné à 70 000 F CFP.

Le demandeur dont le cursus est en cours avant la mise en place du présent dispositif peut prétendre à une bourse de formation professionnelle maritime continue.

La bourse de formation professionnelle maritime continue est accordée dans la limite des crédits disponibles.

#### Art. 6.— Service instructeur

Toute demande de bourse de formation professionnelle maritime continue est déposée auprès de la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM), dénommée ci-après "le service instructeur".

### CHAPITRE II - MODALITES DE DEPOT DES DOSSIERS DE DEMANDE DE BOURSE

#### Art. 7.— Composition du dossier de demande de bourse

La demande de bourse de formation professionnelle maritime continue prend la forme d'un dossier qui, selon la situation du demandeur, comporte tout ou partie des pièces sollicitées par le service instructeur et mentionnées ci-après :

##### A - Documents d'identification du demandeur :

- 1° Une photocopie d'une pièce d'identité, avec photographie, justifiant de l'identité du demandeur : passeport, carte d'identité ou permis de conduire ;
- 2° Une photocopie de tout justificatif de domicile, datant de moins de trois mois.

##### B - Autres documents :

- 1° Le diplôme et autres certifications requises pour l'inscription à la formation professionnelle maritime continue pour l'obtention du brevet d'officier dispensée en France hexagonale ;
- 2° Le formulaire de demande d'aide dûment complété comportant l'engagement du demandeur daté et signé accompagné du dossier de candidature, défini ci-après.

Le demandeur doit fournir un dossier de candidature comprenant :

- les notes obtenues aux examens pour tous les diplômes, certificats et/ou brevets obtenus précédemment dans le domaine maritime ;
- les qualifications spécifiques dans le domaine maritime en cours de validité ;

- une attestation justifiant l'expérience d'au moins cinq (5) ans en tant que marin sur un navire de commerce immatriculé dans le registre de la Polynésie française, dont le relevé de navigation ;
- une lettre explicitant le projet professionnel du candidat ;
- un *curriculum vitae* (CV) ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- une copie du livret de famille indiquant la situation familiale du marin ;
- une déclaration sur l'honneur portant sur les revenus familiaux ;
- le cas échéant, une demande de financement remplie par l'armateur du marin auprès du fonds paritaire de gestion ;
- le cas échéant, un justificatif dûment visé par l'armateur indiquant son accord préalable pour la prise en charge des frais de transport de son salarié.

Le service instructeur peut demander toute précision, auprès du demandeur, de nature à l'éclairer sur la pertinence du dossier de candidature.

#### Art. 8.— Recevabilité du dossier complet de demande de bourse

La demande de bourse de formation professionnelle maritime continue est recevable si le dossier est entièrement et correctement rempli, accompagné de toutes les pièces obligatoires précitées.

Le demandeur est informé du caractère complet de son dossier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du dossier. A défaut d'information, le dossier est réputé complet.

A l'issue du délai précité, un récépissé de dépôt de dossier complet est délivré au demandeur dont le dossier est dûment constitué.

Dans le cas où le service instructeur réclame la production de pièces manquantes ou d'informations complémentaires, ce délai est suspendu.

Toute absence de communication des pièces manquantes demandées dans un délai de deux (2) mois entraîne le rejet automatique de la demande d'aide.

Le dossier de demande de bourse, complet, est communiqué à l'examen de la commission de sélection des candidats dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de sa réception.

### CHAPITRE III - COMMISSION DE SELECTION DES CANDIDATS

#### Art. 9.— Composition de la commission

Le dossier dûment réceptionné et complet de chaque candidat est examiné par une commission de sélection, composée des membres suivants :

- la direction polynésienne des affaires maritimes, le directeur ou son représentant ;

- le service des affaires maritimes de Polynésie française, le chef de service ou son représentant ;
- le Centre des métiers de la mer de Polynésie française, le directeur ou son représentant ;
- le fonds paritaire de gestion de la Polynésie française, le directeur ou son représentant ;
- la Confédération des armateurs de la Polynésie française, le président ou son représentant.

#### Art. 10.— Secrétariat de la commission

Le secrétariat est assuré par le service instructeur, chargé de convoquer les membres de la commission par lettre simple dans un délai de huit (8) jours francs avant la date de la tenue de la commission.

Le secrétariat fixe un ordre du jour dans la convocation.

#### Art. 11.— Séances de la commission

Les séances de la commission ne sont pas publiques.

Les séances de la commission peuvent valablement se tenir si la majorité absolue (3/5e) de ses membres est présente.

En l'absence de quorum, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de trois (3) jours francs aux membres de la commission, qui siègent alors valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

#### Art. 12.— Avis de la commission

##### A - L'examen de la demande

La commission se prononce sur la recevabilité d'un dossier de demande de bourse.

Les critères de sélection du candidat portent notamment sur :

- les résultats aux précédents examens ;
- la motivation ;
- l'expérience ;
- l'activité d'embarquement.

##### B - Audition du candidat

La commission procède à l'audition du candidat sous la forme d'un entretien individuel.

Le candidat est convoqué par le secrétariat de la commission par lettre simple dans un délai de huit (8) jours francs avant la date de la tenue de la commission.

##### C - Prononcé de l'avis

L'avis motivé de la commission, de sélectionner ou de rejeter une candidature est pris à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

Le vote a lieu à main levée et le décompte est effectué à haute voix.

Le vote à bulletin secret est de droit lorsqu'il est demandé par un des membres présents.

L'avis de la commission est retranscrit dans un procès-verbal de séance qui est transmis, par tout moyen, par le service instructeur, à l'ensemble des membres de la commission et à l'autorité compétente.

### CHAPITRE IV - DECISION DE L'AUTORITE COMPETENTE

#### Art. 13.— Arrêté individuel attributif de la bourse

Sur proposition de la commission de sélection des candidats, l'autorité compétente attribue la bourse par arrêté individuel.

Cet arrêté précise la désignation du bénéficiaire, l'intitulé de la formation et de l'organisme de formation, le montant de la bourse, les engagements, les modalités de versement et les conditions de l'attribution de la bourse.

#### Art. 14.— Refus de la bourse

En cas de refus d'attribution de la bourse, la décision de refus est notifiée au demandeur par courrier, avec accusé de réception ou remis en mains propres, par le service instructeur.

Ce courrier précise les motivations de ce refus.

### CHAPITRE V - MODALITES DE PAIEMENT

#### Art. 15.— Modalités de versement et liquidation de la bourse

A compter de la date de l'arrêté individuel d'attribution de la bourse, sont versées :

- la totalité de l'aide à l'installation ;
- la première mensualité de l'allocation à la formation ;
- la première mensualité de l'allocation au logement ;
- le cas échéant, la première mensualité de l'allocation complémentaire pour enfant à charge.

Le versement des allocations mensuelles précitées suivantes est conditionné à la présentation d'un justificatif de présence à la formation du mois précédent auprès du service instructeur.

Le bénéficiaire de la bourse doit en tout état de cause, dans les six (6) mois qui suivent la fin de la formation, fournir auprès du service instructeur, tous les justificatifs de présence à la formation professionnelle maritime, de logement et/ou de transport.



Art. 16.— Modalités de justification de l'utilisation et de contrôle de la bourse octroyée

Le service instructeur contrôle la bonne utilisation de la bourse octroyée.

L'autorité compétente peut exiger le remboursement partiel ou total de la bourse octroyée lorsque cette dernière a reçu une utilisation qui n'est pas conforme à sa destination ou, notamment, dans les cas suivants :

- absence injustifiée pendant tout ou partie de la durée de la formation ciblée ;
- exclusion de l'établissement ou du programme de formation professionnelle maritime ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de bourse ainsi que dans la production des pièces justificatives ;
- non-respect des engagements mentionnés dans l'arrêté attributif de la bourse de formation professionnelle maritime continue.

Le remboursement sera opéré au moyen d'un ordre de recettes établi à l'égard du bénéficiaire de la bourse.

Art. 17.— Caducité de la bourse

L'arrêté attribuant la bourse est réputé caduc dans un délai d'un (1) an à compter de sa notification, en l'absence de participation effective du candidat bénéficiaire aux formations maritimes auxquelles il s'est inscrit.

Toutefois, sur demande motivée et écrite par lettre recommandée du bénéficiaire ou remise en mains propres contre décharge, transmise au service instructeur avant l'expiration du délai de caducité susmentionné, l'autorité compétente peut prolonger la validité de sa décision pour une période n'excédant pas un (1) an.

Art. 18.— Le ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle, le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2024.  
Moetai BROTHERRSON.

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre de la fonction publique,  
de l'emploi, du travail,  
de la modernisation de l'administration  
et de la formation professionnelle,  
Vannina CROLAS.*

*Le ministre de l'économie,  
du budget et des finances,  
Tevaiti-Ariipaea POMARE.*

*Le ministre des grands travaux,  
de l'équipement,  
Jordy CHAN.*

**ERRATUM à l'arrêté n° 414 CM du 28 mars 2024 portant réglementation de la circulation, du stationnement et du mouillage des navires de moins de 90 mètres de longueur dans les eaux intérieures de l'atoll de Fakarava, publié au JOPF n° 34 du 28 mars 2024, à la page 4274**

Au 5° de l'article 10 :

*Au lieu de :*

5° Zone "Tetamanu"

Les limites extérieures de la zone "Tetamanu" sont définies par les lignes joignant les points suivants :

Dénomination	Longitude (W)	Latitude (S)
HI-1	145° 21,957'	16° 26,816'
HI-2	145° 21,903'	16° 26,850'
HI-3	145° 22,186'	16° 27,193'
HI-4	145° 22,24'	16° 27,153'

*Lire :*

5° Zone "Tetamanu"

Les limites extérieures de la zone "Tetamanu" sont définies par les lignes joignant les points suivants :

Dénomination	Longitude (W)	Latitude (S)
TE-1	145° 27,165'	16° 30,14'
TE-2	145° 27,127'	16° 30,178'
TE-3	145° 27,464'	16° 30,444'
TE-4	145° 27,505'	16° 30,4'

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 548 PR du 11 avril 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Taharuu, sis à Papara (PK 39), île de Tahiti, au profit de M. John HOANG, pour y exercer une activité de restauration de type rapide**

NOR : SDT24502888AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 400 CM du 27 mars 2002 portant affectation du site de la plage de Taharuu à Papara au profit du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le courrier de M. John HOANG réceptionné le 14 mars 2024 au service du tourisme,

Arrête :

Article 1er.— L'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Taharuu, sis à Papara (PK 39), île de Tahiti, d'une superficie de 10 m<sup>2</sup>, est renouvelée au profit de M. John HOANG, dénommé le bénéficiaire dans le présent arrêté.

Et tel que l'emplacement figure sur le plan joint au présent arrêté.

Art. 2.— Cette occupation est destinée à l'exercice d'une activité de restauration de type rapide (vente de glaces hawaïennes) au moyen d'un petit chapiteau démontable ouvert tous les jours, de 9 h à 18 h.

La superficie totale occupée ne devra pas dépasser celle fixée à l'article 1er.

Art. 3.— La présente autorisation est consentie pour une durée de trois (3) ans à compter du 6 août 2024.

Le bénéficiaire dispose d'un mois à compter de cette date, pour prendre possession des lieux. A défaut de respecter ce délai, la présente autorisation devient caduque, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité quelconque.

Art. 4.— La présente autorisation sera caduque dès lors que les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date fixée à l'article 3 ci-dessus.

Art. 5.— Le service du tourisme est chargé du suivi de la présente autorisation.

Art. 6.— La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il est autorisé à installer un petit chapiteau démontable sur l'emplacement défini en annexe, décoré selon un style d'inspiration locale, en tout cas de façon agréable et qui ne nuise pas à la vocation des lieux ;
- 2° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace autorisé ni en changer la destination ;
- 3° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 4° Il lui appartiendra de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. A cet effet, il devra produire annuellement au service du tourisme une attestation d'assurance conclue dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;
- 5° Il assure la surveillance du périmètre concédé. Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française, notamment en cas de fermeture du site pour raisons de travaux ou d'événements météorologiques. Le cas échéant, le bénéficiaire ne pourra réclamer aucune indemnisation. Toutefois, dans le cas où la fermeture du site est liée à des événements exceptionnels entraînant l'impossibilité pour le bénéficiaire d'exercer ses activités sur une durée supérieure ou égale à un (1) mois, la redevance pourra être exonérée par le conseil des ministres pour la période concernée ;
- 6° Il est tenu de s'acquitter de tous impôts, redevances et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité ;
- 7° Il lui est interdit de réserver par quelque moyen que ce soit (barrière métallique, ruban de signalisation) l'emplacement attribué ;
- 8° L'installation de son activité et de ses accessoires ne doit présenter aucun élément fixe sur le site. De même, le bénéficiaire n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur l'emplacement occupé. Aucune infrastructure ni aucun matériel ou autre ne devra être laissé sur place après exercice d'activité ;
- 9° Aucune huile et eaux ménagères ne devront être déversées dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales (caniveau, avaloirs) ou dans l'environnement naturel ;
- 10° Le bénéficiaire n'empiétera pas sur l'espace autorisé au profit d'un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et s'installera selon les indications qui lui sont données par les agents de l'administration ;
- 11° Il est tenu de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'exercice de son activité. Il lui appartiendra de se pourvoir des autorisations administratives nécessaires.

Art. 7.— La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En aucun cas, l'autorisation délivrée ne peut être considérée comme un bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper est interdite.

Art. 8.— Le service du tourisme peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 9.— L'autorité compétente peut résilier l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de manquement à l'une des obligations mentionnées *supra*. Elle peut également résilier ou suspendre l'autorisation d'occupation à tout moment, en cas de besoin, notamment en cas de travaux, de désaffectation ou mise à disposition du foncier.

Pour cela, elle en informe au préalable le bénéficiaire par lettre simple visée par ce dernier, deux (2) mois à l'avance. Celui-ci est tenu de libérer l'emplacement dans le délai imparti. La résiliation de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire. L'autorité compétente peut également imposer la fermeture temporaire de l'activité en cas de force majeure (climatique, sanitaire) sans préavis.

Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par lettre simple transmise au service du tourisme et visée par celui-ci, deux mois au moins avant la prise d'effet de la résiliation. Un arrêté d'abrogation sera pris dans ce délai.

Art. 10.— Le bénéficiaire, s'il souhaite renouveler son autorisation, devra en faire la demande avant la date d'expiration de la présente autorisation. L'autorité compétente aura la faculté de consentir ce renouvellement ou

cette prolongation aux mêmes conditions ou de la refuser sans avoir à justifier son refus et sans que le bénéficiaire puisse prétendre, par suite de ce refus, à une indemnité quelconque.

Art. 11.— A la fin de la présente autorisation, le bénéficiaire devra rendre les lieux dans son état initial.

Art. 12.— La présente autorisation d'occupation est consentie moyennant une redevance mensuelle fixée à 15 000 F CFP (quinze-mille-francs CFP) calculée sur la base de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé et notamment de son annexe 1 (index IM ECO 9, zone 1). La redevance est payable d'avance chaque mois à la caisse de la recette-conservation des hypothèques (direction des affaires foncières, immeuble Te Fenua à Orovini) à Papeete, Tahiti, BP 114 ou par virement bancaire, en y joignant le numéro de consignment.

En cas de versement tardif, les sommes non payées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé.

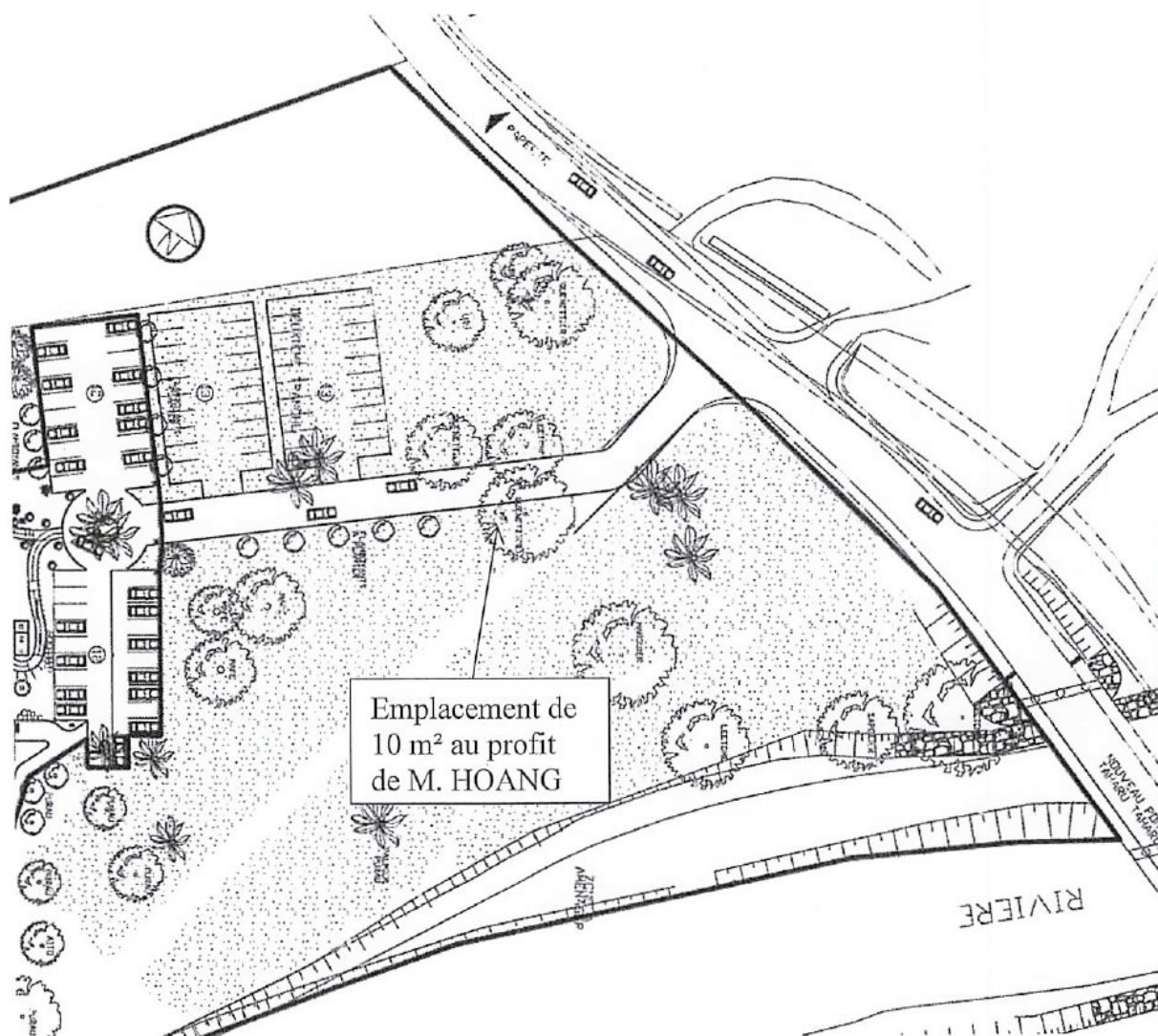
Art. 13.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions de la présente autorisation, et notamment en cas de non-paiement de la redevance ou de la cessation de l'usage de l'emplacement autorisé pendant une durée de trois (3) mois consécutifs, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 14.— Le chef du service du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2024.  
Moetai BROTHERRSON.



## TAHARUU – PAPARA



**ARRETE n° 549 PR du 11 avril 2024 portant classement par étoiles de l'établissement Four Seasons Bora Bora**

NOR : SDT24503258AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1491 CM du 6 août 2018 fixant les critères et procédure de classement par étoiles des établissements d'hébergement touristique relevant de la catégorie Hôtels de tourisme international et les modalités d'instruction de la demande ;

Vu la demande de renouvellement de classement de la société SAS SIP du 28 juillet 2023 et le récépissé de dossier complet en date du 4 septembre 2023 ;

Vu le rapport de visite n° 199-A PR/SDT du 24 janvier 2024,



Référence du TGT	Date du Bordereau	Cote	Service versant	Domaines	Dates Extrêmes	Métrage linéaire
NÉANT						

Art. 2.— L'état sommaire des éliminations d'archives publiques de la Polynésie française réalisées durant l'année 2023 est arrêté comme suit :

Référence du TGT	Date du Bordereau	Cote ou n°	Service versant	Domaines	Dates extrêmes	Métrage linéaire
Arrêté n° 8709/MCE du 07/09/2020	24/03/2023	2023-01	Direction de la santé (Centre de santé scolaire)	Carnet de santé "médico-scolaire" de plus de 30 ans	1991	7,4
Arrêté n° 3293/MCE du 07/04/2022	30/03/2023	2023-02	Office des postes et télécommunications (Direction administrative et financière)	Comptabilité générale- Contrôle des comptabilités auxiliaires- Comptabilité (clients)	1990-2004	17
Arrêté n° 3297/MCE du 05/04/2023	18/04/2023	2023-03	Direction de l'équipement (Bureau des marchés)	Marchés publics (pièces administratives- propositions d'ordonnancement)	1990-2011	41
Arrêté n° 3293/MCE du 07/04/2022	13/06/2023	2023-04	Office des postes et télécommunications (Direction administrative et financière)	Comptabilité générale- Contrôle des comptabilités auxiliaires- Comptabilité des bureaux de poste- Comptabilité fournisseurs et clients	1984-2011	160
Arrêté n° 8709/MCE du 07/09/2020	16/11/2023	2023-05	Direction de la santé (Centre de santé scolaire)	Carnets de santé "médico-scolaire" de plus de 30 ans	1991-1992	9,6
Arrêté n° 3293/MCE du 07/04/2022	30/11/2023	2023-06	Office des postes et télécommunications (Direction administrative et financière)	Comptabilité des bureaux de poste - Comptabilité fournisseurs	1989-2010	315

Art. 3.— Le chef du service du patrimoine archivistique et audiovisuel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 2024.  
Éliane TEVAHITUA.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,  
DU BUDGET ET DES FINANCES**

**ARRÊTÉ n° 3878 MEF/DGAE du 11 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 3471 MEF/DGAE du 2 avril 2024 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois d'avril 2024**

NOR : DAE24503466AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4906 MEF du 17 mai 2023 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1283 CM du 20 octobre 1986 modifié relatif au régime d'importation de fruits et légumes frais ;

Vu l'arrêté n° 3471 MEF/DGAE du 2 avril 2024 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois d'avril 2024 ;

Vu l'avis de la conférence agricole consultative réunie le 19 mars 2024 ;

Vu les avis de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 1er de l'arrêté n° 3471 MEF/DGAE du 2 avril 2024, le tableau relatif aux importations de fruits et légumes frais pour le mois d'avril 2024 est modifié comme suit :

- à la ligne : "Laitue 1re gamme", les mots : "25 tonnes" sont remplacés par : "31 tonnes" ;
- à la ligne : "Persils", le mot : "Néant" est remplacé par les mots : "1 tonne" et les chiffres : "1 et 2" relatifs aux modes de transport par voies maritime et aérienne sont rajoutés dans la dernière colonne.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2024.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des affaires économiques,*  
Sabine BAZILE.

ANNEXE DE L'ARRETE N° 3878 /MEF/DGAE du

11 AVR 2024

**REPARTITION DES QUOTAS DE LAITUES 1re GAMME ET PERSILS POUR LE MOIS  
D'AVRIL 2024 (EN KG)**

	Quota global	CEDIS	COMPTOIR COMMERCIAL CECILE	COUTIMEX	DISFRUITS PACIFIC	PACIFIC EXPRESS IMPORT	POLY IMPORT	SIPAC	VENUSTAR	WING CHONG	YINKET
LAITUES 1re GAMME (1et2)	31 000	13 330	6 045	0	4 960	0	1 550	3 100	465	0	1 550
PERSILS (1et2)	1 000	280	250	0	250	0	80	20	50	0	70

(1) importation par voie maritime (2) importation par voie aérienne

**MINISTERE DES GRANDS TRAVAUX,  
DE L'EQUIPEMENT**

**ARRETE n° 3809 MGT/DPAM du 9 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 10488 MET du 27 novembre 2015 portant délivrance d'un agrément à la SARL Moorea Trip Tours pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Moorea**

NOR : DAM24501827AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 modifié relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 modifié portant nomination de Mlle Catherine ROCHETEAU en qualité de directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 4905 MGT du 17 mai 2023 modifié portant délégation de signature à Mme Catherine ROCHETEAU, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur ;

Vu l'arrêté n° 754 CM du 18 mai 2022 portant création et organisation de la mention randonnée en scooter ou moto des mers à selle du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 10488 MET du 27 novembre 2015 modifié portant délivrance d'un agrément à la SARL Moorea Trip Tours pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Moorea ;

Vu la déclaration d'activités 2023 de l'intéressée en date du 16 janvier 2024 ;

Vu les compléments d'information des guides accompagnateurs et des véhicules nautiques à moteur reçus le 27 février 2024,

Arrête :

Article 1er.— L'annexe II de l'arrêté n° 10488 MET du 27 novembre 2015 susvisé est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

Art. 2.— La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 avril 2024.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des affaires  
maritimes polynésiennes,  
Catherine ROCHETEAU.*

**ANNEXE II**

(màj au 29/02/2024)

A L'ARRETE N° 10488/MET du 27 NOVEMBRE 2015

**LISTE DES GUIDES ACCOMPAGNATEURS  
ET DES VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES**

(Arrêté n° 1097/CM du 17 juillet 2009 modifié, relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur)

**GUIDES ACCOMPAGNATEURS AGREES**

1	Hotu, Mehao, Hugh KELLEY	Né le 16 décembre 1989 à Afareaitu Permis de conduite en mer (côtier) *CPPA APPN RS	5	Taurai, Hans TEHAAMATAI	Né le 8 novembre 1989 à Papeete Permis de conduite en mer (côtier) *CPPA APPN RS
2	Jérémy ROYER	Né le 11 mars 1987 à Bruxelles Permis de conduite en mer (côtier) *CPPA APPN RS	6	Tamahere PUNU	Né le 9 janvier 1984 à Afareaitu Permis de conduite en mer (côtier) *CPPA APPN RS
3	Juliano, Mahai ARAPARI	Né le 9 juin 1986 à Papeete Certificat de Pilote Lagonaire *CPPA APPN RS	7	Kevin, Haunui SACHSSE	Né le 24 octobre 1991 à Nunue Permis de conduite en mer (côtier) *CPPA APPN RS
4	Marc, Teuiariitu HAHE	Né le 12 juin 1990 à Uturoa Certificat de Pilote Lagonaire renouvelé *CPPA APPN RS	8	Marine BOURILLON	Née le 12 août 1992 à Auch Permis de conduite en mer (option côtière) **BPJEPS AN Motonautisme
*Certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature (CPPA APPN) mention <i>randonnée en scooter ou motos des mers à 4elle</i> **Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport – Activités nautiques – Motonautisme					

**VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES**

N°	N° PY	Immatriculé le	N°	N° PY	Immatriculé le	N°	N° PY	Immatriculé le
1	14395	08/10/2013	9	14810	27/07/2018	17	14974	10/02/2020
2	14546	10/06/2015	10	14811	27/07/2018	18	14975	10/02/2020
3	14553	11/06/2015	11	14896	05/06/2019	19	14990	09/03/2020
4	14554	11/06/2015	12	14897	05/06/2019	20	20269	28/12/2022
5	14596	24/03/2016	13	14898	05/06/2019	21	20270	28/12/2022
6	14597	24/03/2016	14	14899	05/06/2019	22	40161	02/10/2023
7	14747	16/10/2017	15	14972	10/02/2020	23	40162	02/10/2023
8	14748	16/10/2017	16	14973	10/02/2020			



## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

#### AVIS OFFICIELS

#### DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DE L'AMENAGEMENT

**ETAT RECAPITULATIF des autorisations de travaux immobiliers des îles Australes pour les mois de février et mars 2024**

### COMMUNE DE RIMATARA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
MSF/DCA/AUST	TRAVAUX AUTORISES LE 15 Février 2024		
2023-177-4	Monsieur Ludovic LY-TAHM mandataire de Monsieur Artigas HATIITIO, Maire de la commune de RIMATARA	sur la parcelle cadastrée n° 102, section CD (terre MARAIS / REMBLAI S.1) sise à ANAPOTO	pour des travaux de réhabilitation de la salle omnisport (partie 1) agrandissement et extension de la salle de musculation. (Reliquat)

### COMMUNE DE RAIVAVAE

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
MSF/DCA/AUST	TRAVAUX AUTORISES LE 06 Mars 2024		
2021-086-5	Monsieur Laurent Teariiparani TUMARAE et Madame ATAI Mélodie Heiarii	sur la parcelle cadastrée n° 27, section AH (VAITU : Partie) sise à RAIRUA-MAHANATOA	pour des travaux de modification du projet de construction d'une maison d'habitation anti-cyclonique type OPH F3 en OPH F4 AVENANT

**COMMUNE DE TUBUAI**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
MSF/DCA/AUST TRAVAUX AUTORISES LE 27 FEVRIER 2024			
2020-029-5	Madame Stella Maeva DELORD épouse TERIITUA YAO THAM SAO	sur la parcelle cadastrée n° 76, section CZ (terre HINUTOE) sise à MATAURA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F4) 2ème Prorogation (Reliquat)
TRAVAUX AUTORISES LE 06 Mars 2024			
2024-014-2	Monsieur et Madame Alexandre et Raureva WILLIAMS	sur la parcelle cadastrée n° 131, section AB (terre TETAOAAHO 2 / Surplus-Lot B) sise à MATAURA	pour des travaux de construction d'une maison container type F3 PC
TRAVAUX AUTORISES LE 08 Mars 2024			
2020-155-4	Madame Mariette NAUTA Veuve UTAHIA	sur la parcelle cadastrée n° 41, section CB (terre DOMAINE HARAMEA : Lot 4C) sise à MATAURA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) 1ère Prorogation
2023-183-3	Monsieur Tom Arai TAMATOA	sur la parcelle cadastrée n° 106, section AB (terre TEHAUOPEVA 1 : LOT 3 Lot c) sise à MATAURA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F4) PC
TRAVAUX AUTORISES LE 15 Mars 2024			
2023-190-3	Monsieur Gilbert Mihirai TAHUHUTERANI	sur la parcelle cadastrée n° 23, section HE (terre TEHAUHAATENI) sise à TAAHUAIA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) PC
TRAVAUX AUTORISES LE 20 Mars 2024			
2021-092-3	Monsieur Tehotumatuatua Dylan KAINUKU	sur la parcelle cadastrée n° 65, section BE (terre TOROURA 1 : Lot 4 Parcelle F) sise à TAAHUAIA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) 1ère Prorogation

**COMMUNE DE RURUTU**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
MSF/DCA/AUST TRAVAUX AUTORISES LE 07 Mars 2024			
2021-014-3	Monsieur Tihoni Adrien UTIA	sur la parcelle cadastrée n° 10, section BE (terre TAURAAMOORA 6) sise à MOERAI	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) 1ère Prorogation
TRAVAUX AUTORISES LE 08 Mars 2024			
2021-060-4	Monsieur Aldo Teraihara TEHARURU	sur la parcelle cadastrée n° 8, section AP (terre TEVAIROA 1 : Lot 1) sise à MOERAI	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F5) 1ère Prorogation
2021-056-3	Monsieur Vairaatoa Moeava Joseph BELLAIS	sur la parcelle cadastrée n° 47, section DH (terre TEORO 5) sise à HAUTI	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) 1ère Prorogation
TRAVAUX AUTORISES LE 11 Mars 2024			
2021-039-8	Monsieur Tematai TEINAORE - PAPARAI	sur la parcelle cadastrée n° 5, section CA (terre TEAVALA 3) sise à HAUTI	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F4) 1ère Prorogation
TRAVAUX AUTORISES LE 12 Mars 2024			
2021-076-3	Monsieur et Madame Albert et Punaaiarii Corrine TEMATAHOTOA	sur la parcelle cadastrée n° 114, section AE (terre MAUTARA : Lot 4) sise à MOERAI	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) 1ère Prorogation
TRAVAUX AUTORISES LE 19 Mars 2024			
2021-026-4	Madame Tamara TETUANUI	sur la parcelle cadastrée n° 68, section CC (terre PAPAROA 4 : Lot 3) sise à HAUTI	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F4) 1ère Prorogation

**ETAT RECAPITULATIF des autorisations de travaux immobiliers des îles Australes pour le mois de février 2024****COMMUNE DE TUBUAI**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
MSF/DCA/AUST TRAVAUX AUTORISES LE 01 février 2024			
2021-092-4	Madame Anna TETAURU épouse CAIRE	sur la parcelle cadastrée n° 30, section HA (terre URUHAU) sise à TAAHUAIA	pour des travaux de construction d'un fare Pote'e
TRAVAUX AUTORISES LE 05 février 2024			
2023-155-3	Madame Malaiki Poe Miriama Rosa TAHUHUTERANI et Monsieur Mateara Bolly TIATIA	sur la parcelle cadastrée n° 12, section NS (terre TEHAUHOTO) sise à MAHU	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) PC
2021-031-3	Madame et Monsieur Gabrielle Terahitimahutaa et Maevaroa TOOFA	sur la parcelle cadastrée n° 100, section AA (terre TAATERAU : Lot 1 partie) sise à MATAURA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) 1ère Prorogation
TRAVAUX AUTORISES LE 06 Février 2024			
2023-154-3	Monsieur Ariinui Léon REIATUA	sur la parcelle cadastrée n° 29, section HA (terre HOOPUA n° 1 / Lot 4) sise à TAAHUAIA	pour des travaux d'extension d'un fare (MTR) PC
TRAVAUX AUTORISES LE 07 Février 2024			
2021-071-3	Monsieur Elvis Teupooiva TUAHIVA	sur la parcelle cadastrée n° 12, section CX (terre FAAPAHONO : Lot 2) sise à MATAURA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) 1ère Prorogation
2021-061-3	Madame Véronique BASTELICA	sur la parcelle cadastrée n° 52, section NK (terre TAUTEE) sise à MAHU	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) 1ère Prorogation
2021-033-3	Madame Tevaite Lesly Ravini LEHARTEL	sur la parcelle cadastrée n° 52, section NK (terre TAUTEE) sise à MAHU	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F4) 1ère Prorogation
TRAVAUX AUTORISES LE 09 Février 2024			
2024-005-2	Monsieur Alexandre Tetuarai TETUMU	sur la parcelle cadastrée n° 130, section AB (terre TETAOAAHO 2 / Surplus-Lot A) sise à MATAURA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (type F3) PC
TRAVAUX AUTORISES LE 19 Février 2024			
2023-168-3	Madame Rofina FLORES mandataire de Monsieur Pierre Tamatea TAVITA	sur la parcelle cadastrée n° 06, section CI (terre OROA 1 / Surplus) sise à MATAURA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) PC
TRAVAUX AUTORISES LE 27 Février 2024			
2020-162-4	Monsieur Nicolas Charles François RONFLET et Madame Amélie DUPARET	sur la parcelle cadastrée n° 30, section HP (terre TERANITEA : Lot 1) sise à TAAHUAIA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3

**COMMUNE DE RIMATARA**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
MSF/DCA/AUST TRAVAUX AUTORISES LE 06 Février 2024			
2023-133-3	Monsieur Teriitufana HATITIO et Madame Johanna TEREOPA	sur la parcelle cadastrée n° 81, section CD (terre PAIATA 2) sise à AMARU	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (type F3) PC
TRAVAUX AUTORISES LE 14 février 2024			
2023-187-3	Madame Hélène TAHAI épouse TOÏ	sur la parcelle cadastrée n°37, section BA (terre TEAOA 1) sise à ANAPOTO	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (type F4) PC
2024-001-2	Madame Bella IOTUA épouse MU YU	sur la parcelle cadastrée n° 70, section AD (terre TEAHAO ) sise à MUTUAURA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) PC
TRAVAUX AUTORISES LE 16 février 2024			
2024-009-2	Madame Lise Manola UTIA épouse TAEA	sur la parcelle cadastrée n° 65, section AD (terre HARURUFENUA) sise à MUTUAURA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F4) PC

**COMMUNE DE RAIVAVAE**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
MSF/DCA/AUST TRAVAUX AUTORISES LE 05 février 2024			
2023-044-5	Monsieur Joseph Teurataata TAMAITITAHIO	sur la parcelle cadastrée n° 65, section BB (terre TAATAARI : parcelle A) sise à ANATONU	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) PC
2023-182-3	Monsieur Ariihaurai TEIHOTU	sur la parcelle cadastrée n° 18, section BA (terre PANARU ) sise à ANATONU	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) PC

**COMMUNE DE RURUTU**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
MSF/DCA/AUST TRAVAUX AUTORISES LE 06 février 2024			
2023-023-5	Monsieur TEUA Jean Ioane Victor	sur la parcelle cadastrée n° 60, section AE (terre MARAIREA 4) sise à MOERAI	pour des travaux de construction d'un studio avec snack (type F1) PC
TRAVAUX AUTORISES LE 23 février 2024			
2023-179-3	Monsieur Tuarani TEMATAHOTOA	sur la parcelle cadastrée n° 58, section BD (terre MATAPUEU 4) sise à MOERAI	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (type F1) PC
2023-101-5	Monsieur Ronald LEE mandataire de Monsieur Frédéric RIEMER, Président du Conseil d'Administration EJCSDJ.	sur la parcelle cadastrée n° 37, section AN (terre AREUNA 1/Lot 2 - AREUNA 2) sise à MOERAI	pour des travaux de renovation et extension de la chapelle EJCSDJ PC

**COMMUNE DE RAPA**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
MSF/DCA/AUST TRAVAUX AUTORISES LE 09 février 2024			
2023-146-3	Monsieur Tuanainai NARII maire de la COMMUNE DE RAPA	sur une parcelle de 244m <sup>2</sup> sise à AHUREI	pour des travaux de renovation et transformation d'un logement en bureau pour la police municipale PC
TRAVAUX AUTORISES LE 14 février 2024			
2024-002-2	Madame Rauana Thylda Josy FAATAU épouse HOUARIKI	sur la parcelle de terre FARERO sise à RAPA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F5) PC
2024-003-2	Monsieur Joinville Tafara MAKE	sur la parcelle de terre TIKAROE sise à TEAKUAREE	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F4) PC
TRAVAUX AUTORISES LE 16 février 2024			
2023-148-3	COMMUNE DE RAPA représenté par Monsieur Gilda WATANABE 1er adjoint au Maire	sur la parcelle de terre AUNUI sise à PARARAKI	pour des travaux de construction d'un hangar de stockage de matériaux (PC)



# PARTIE NON OFFICIELLE

## Annonces judiciaires et légales

### ANNONCES COMMERCIALES

(Arrêté n° 2855 CM du 26/12/2018 modifié  
Arrêté 2856 CM du 26/12/2018  
Avis n° 23813 MEF/DGAE du 20 décembre 2022)

#### ANNONCES LEGALES ENTREPRISES

##### CONSTITUTION DE SOCIETE

##### SOCIETES COMMERCIALES

Annonce n° 98193

SCP CLEMENCET - PINNA - MOU-HING,  
notaires associés à PAPEETE,  
83 rue du Commandant Destremau

##### ROYALTEA BUBBLE TEA DISTRIBUTION

Aux termes d'un acte authentique du 7 mars 2024, reçu par Me Alexandrine CLEMENCET, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : ROYALTEA BUBBLE TEA DISTRIBUTION

*Objet social* : La société a pour objet, en Polynésie française :

- La négoce, l'importation et l'exportation, la vente en gros et au détail de matériels, produits, accessoires et marchandises nécessaires à la fabrication de boissons rafraichissantes et produits alimentaires, la fourniture de matériels, produits, accessoires et marchandises nécessaires à la fabrication de boissons rafraichissantes et produits alimentaires, ainsi que de matériels et équipement destinés à la fabrication de boissons rafraichissantes et produits alimentaires.

- Tous emprunts auprès de tous établissements bancaires ou de crédit, de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social ou toutes opérations de financements nécessaires à la réalisation de l'objet social et conférer toutes garanties, cautionnements, sûreté à cet effet

- La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location- gérance de tous fonds de commerce ou établissements; la prise, l'acquisition ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités

Et en activité secondaire :

- La fabrication et la vente de boissons de tous genres, notamment de boissons rafraichissantes;

- La fabrication, l'achat, la vente de produits alimentaires, de plats préparés;

- L'achat de tous produits, marchandises, matériels nécessaires à la réalisation des activités susvisées

- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles de concourir à la mise en œuvre ou au développement dudit objet.

*Siège social* : FAA'A Pk 6,400 c/montagne Quartier Gobraït

*Capital* : 100.000 F CFP

*Parts sociales* : 100 parts sociales de 1.000 F CFP chacune

*Apports en numéraire* : 100.000 F CFP entièrement libéré à la souscription

*Apports en industrie* : néant

*Apports en nature* : néant

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Papeete

*Gérance* :

- Monsieur Cédric JI, demeurant à FAAA (98704) Pk 6,800 c/montagne Quartier Gobraït (BP 21 332 - 98713 PAPEETE).

- Mademoiselle Lily JI, demeurant à FAAA (98704) Pk 6,800 c/montagne Quartier Gobraït (BP 21 332 - 98713 PAPEETE).

*Clause d'agrément* : Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts sociales entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumis à l'agrément de la société.

Les cessions entre associés sont libres.

L'agrément est donné avec le consentement à l'unanimité des associés.

*La société sera immatriculée au RCS de Papeete.*

Pour avis, le Notaire

*Annonce n° 99529*

SCP BUIRETTE - CHIN FOO  
Papeete, 415 Boulevard Pomare

### MARIE LOU

Aux termes d'un acte authentique du 28 mars 2024, reçu par Me Nancy CHIN FOO, notaire à Papeete, il a été constitué une société par actions simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : MARIE LOU

*Objet social* : -L'exploitation d'un fonds de commerce de vente de vêtements prêt-à-porter, de tous articles de chemiserie, de tous accessoires et objets vestimentaires et, en général, de tout ce qui se rattache à l'habillement et à la mode.

-La vente au détail de chaussures, produits de maroquinerie et tous leurs accessoires et dérivés.

-L'achat, la vente, l'importation, l'exportation de tous vêtements de prêt-à-porter et accessoires et, plus généralement, de tous vêtements et accessoires nécessaires à la réalisation de l'objet social.

-La création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissement se rapportant à l'une ou l'autre des activités ci-dessus spécifiées.

-L'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis ;

-La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social ;

-Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes.

*Siège social* : PAPEETE, 7 bis, Place Notre Dame, Immeuble Marie Lou

*Capital* : 200 000 F CFP

*Parts sociales* : Cent (100) actions de Deux mille (2.000) francs CFP chacune

*Apports en numéraire* : 200 000 FCFP libérés de la totalité à la souscription

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Papeete

*Dirigeant(s)* :

Président : Monsieur Guy LOUSSAN, demeurant à PAPEETE, Immeuble Le Lagon Bleu Appartement 25 B.

*Admission aux assemblées et droits de votes* : Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

*Clause d'agrément* : Les actions sont librement négociables entre actionnaires. Toute autre transmission d'actions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, d'apport, fusion, scission, ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, et alors même que la cession ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doit, pour devenir définitive, être autorisée par l'assemblée des actionnaires statuant aux conditions de quorum/de majorité prévues pour les décisions extraordinaires, sauf ce qui est dit ci-après pour les transmissions par décès.

*La société sera immatriculée au RCS de Papeete.*

Pour avis, Me Nancy CHIN FOO, notaire

*Annonce n° 88160*

### REVANUI AGENCY

Aux termes d'un acte sous seing privé du 20 février 2024, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : REVANUI AGENCY

*Objet social* : L'organisation des loisirs et vacances en Polynésie française, en France et à l'étranger, notamment l'organisation et la vente de voyages collectifs et individuels, la vente de billets, l'affrètement, la création et la diffusion de formules de voyages, la diffusion et l'édition, l'impression et la réalisation de toutes documentations, revues périodiques, lettres etc.... la formation d'animateurs

- La création, l'acquisition et l'exploitation de toutes agences de voyages et de tourisme ;

- L'exercice de toutes activités commerciales annexes ;

- L'acquisition, la location et l'organisation de tous bureaux et agences ;

- L'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis

- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social ;

- Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes.

*Siège social* : Immeuble Renvoyé et Apatae n° 50 bis PAPEETE - TAHITI

*Capital* : 5 000 000 F CFP

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Papeete

*Gérance* :

Madame Alexandrine LECLERCQ demeurant à RAIATEA, AVERA, Pk 7,5 côté montagne

Monsieur Harold Peters LECLERCQ, demeurant à RAIATEA, AVERA, Pk 7,5 côté montagne

*La société sera immatriculée au RCS de Papeete.*

Pour avis, la gérance

**SOCIETES CIVILES - SOCIETES COOPERATIVES***Annonce n° 9198***SCA LEETCHI***Rectificatif à l'annonce n° 36646 parue au JOPF n° 53 du 4 juillet 2023 en page 13868**Au lieu de :* La société a pour objet :

- L'acquisition, la prise à bail, l'exploitation de tous biens, domaines, fermes et propriétés agricoles, soit directement, soit par voie de fermage ou de métayage.

- La culture légumière, maraichère, fruitière, florale, de tous végétaux, en serres ou en plein champ, et l'élevage de tous animaux.

- L'acquisition, la prise à bail de tous terrains et immeubles, matériels, la construction de tous bâtiments, la mise en place de toutes infrastructures, toutes installations et aménagements, la mise en valeur, le nettoyage de propriétés, nécessaires aux activités de ladite société.

- L'importation, l'acquisition, le stockage de tous produits, matériel, outillage, et fournitures se rapportant directement ou indirectement à l'objet social.

- Toutes activités agricoles, du stade de la production au stade de la vente.

- La transformation, la conservation, le conditionnement et la commercialisation des produits agricoles de l'exploitation.

- L'installation et l'exploitation d'unités de production d'électricité d'origine photovoltaïque dans le cadre des activités agricoles de la société.

- La prise de participations sous quelques formes que ce soit dans toutes sociétés.

- La mise en œuvre de tous moyens directs ou indirects pour réaliser les opérations entrant dans le cadre de l'objet ci-dessus défini et généralement toutes opérations de nature civile pouvant se rattacher à l'objet social.

- Et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation.

*Il fallait lire :* La société a pour objet :

- L'acquisition, la prise à bail, l'exploitation de tous biens, domaines, fermes et propriétés agricoles, soit directement, soit par voie de fermage ou de métayage.

- La culture légumière, maraichère, fruitière, florale, de tous végétaux, en serres ou en plein champ,

- L'acquisition, la prise à bail de tous terrains et immeubles, matériels, la construction de tous bâtiments, la mise en place de toutes infrastructures, toutes installations et aménagements, la mise en valeur, le nettoyage de propriétés, nécessaires aux activités de ladite société.

- L'importation, l'acquisition, le stockage de tous produits, matériel, outillage, et fournitures se rapportant directement ou indirectement à l'objet social.

- Toutes activités agricoles, du stade de la production au stade de la vente.

- La transformation, la conservation, le conditionnement et la commercialisation des produits agricoles de l'exploitation.

- L'installation et l'exploitation d'unités de production d'électricité d'origine photovoltaïque dans le cadre des activités agricoles de la société.

- La prise de participations sous quelques formes que ce soit dans toutes sociétés.

- La mise en œuvre de tous moyens directs ou indirects pour réaliser les opérations entrant dans le cadre de l'objet ci-dessus défini et généralement toutes opérations de nature civile pouvant se rattacher à l'objet social.

- Et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Pour avis et mention  
Me Bryce CHAN, notaire associé

*Annonce n° 32141***FITP**

Aux termes d'un acte sous seing privé du 5 avril 2024, il a été constitué une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale :* FITP

*Objet social :* L'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature et en tous pays.

- La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects.

- La construction de tous bâtiments à usage commercial, d'habitation et autres.

- L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social, l'attribution gratuite en jouissance aux Associés des locaux occupés par eux même.

- Tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés.

- La vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société.

- La société pourra faire tous placements de capitaux sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions, obligations, parts sociales, et généralement, toutes opérations ayant trait à l'objet ci-dessus défini, en tous pays, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.

*Siège social :* Apt B2 Résidence TAHIRI – PK9.6 c/mont – punaauia – BP 1129 – 98713 Papeete

*Capital :* 50 000 F CFP*Apports en numéraire :* 50000*Apports en nature :* 50000

*Durée :* 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Papeete.

*Dirigeants :*

Co-gérant : Monsieur Yannick, DELLA VALLE, demeurant à Faa'a, Résidence Pamatai Hills – Lot 143 – BP61920 – 98702 – Faa'a Centre, né le 28 novembre 1981 à Marseille (Bouches-du-Rhône - France métropolitaine), Non Marié.

Co-gérant : Monsieur Jérémy, Baptiste, Richard LETESSIER, demeurant à Punaauia, Lotissement Miri – Lot 520 – BP9910 – 98716 Pirae, né le 10 Avril 1984 à Vannes (Morbihan - France métropolitaine) de nationalité française, marié sous le régime de la séparation des biens.

Co-gérant : Monsieur Thomas NICOLAS, né le 14 mai 1986 à Pertuis (84), domicilié Lotissement Tetavake - 98 717 Punaauia De nationalité Française, Non marié.

*Clause d'agrément* : 1 - La cession des parts sociales est effectuée par acte authentique ou sous seing privé. Toute cession doit, conformément à l'article 1690 du code civil, être signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique. La cession n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et dépôt au registre du commerce et des sociétés de deux copies de l'acte authentique ou de deux originaux de l'acte sous seing privé de cession.

2 - Les parts sociales sont librement cessibles entre associés

3 - Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

*La société sera immatriculée au RCS de Papeete.*

Thomas NICOLAS

## **MODIFICATION DE SOCIETE**

### **CHANGEMENT DE SIEGE SOCIAL**

*Annonce n° 31858*

#### **EMERGEANCE API**

SARL au capital de 50 000 F CFP  
Siège social : FAAA - Pamatai, Lot n°136  
RCS n° 15 239B - N° TAHITI B66121

En date du 22 février 2024, l'associé unique a décidé à compter de la même date de transférer le siège social de la société de Résidence Pamatai Hills Lot 7, 98713 Faa'a, Tahiti à FAAA - Pamatai, Lot n°136.

*Autre mention* : L'associé unique, Monsieur MEYER, de ladite société décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société relatif au siège social.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Le gérant : Monsieur MEYER Gérard

### **CHANGEMENT DE DIRIGEANTS**

*Annonce n° 51494*

SCP BUIRETTE - CHIN FOO  
Papeete, 415 Boulevard Pomare

#### **SOCIETE DE GESTION AUTOMOBILE**

SARL au capital de 1 000 000 F CFP  
Siège social : Papeete, avenue Georges Clemenceau  
RCS n° 8509 B - N° TAHITI 604116

En date du 22 mars 2024, l'associé unique a décidé à compter du 1er avril 2024, la modification de(s) dirigeant(s) :

Ancienne(s) mention(s)

M. Daniel SIU

Nouvelle(s) mention(s)

- M. Daniel SIU, demeurant à Punaauia, Pk 8,500

- Mme Michèle SIU-CHANT, demeurant à Punaauia, Outumaoro, Pk 8, côté mer, Servitude Siu

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Pour avis, la gérance

*Annonce n° 30449*

#### **SCHNEIDER ELECTRIC INTERNATIONAL**

SAS au capital de 4 773 200 F CFP  
Siège social : 35 Rue Joseph Monier,  
92500 Rueil-Malmaison  
RCS n° 04302 B - N° TAHITI 723395

En date du 1er juin 2023, le président a décidé à compter de la même date, la modification de(s) dirigeant(s) :

Ancienne(s) mention(s)

Représentant permanent : M. Philippe Dupont

Nouvelle(s) mention(s)

Représentant permanent : M. Pierre-Alain Bertarrex, demeurant à BP 41471 Fare Tony-Vaiete Hive,

*Autre mention* : Capital social : 4 773 200 F CFP soit 40 000 euros

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Pierre-Alain Bertarrex

*Annonce n° 5430*

#### **COOPERATIVE RAVA'AI NUI NO TUBUAI**

Société coopérative au capital de 5 000 F CFP  
Siège social : BP 125 - 98754 Mataura Tubuai  
RCS n° 1674B - N° TAHITI B85568  
Avis de constitution : JOPF n°18 du 01/03/2016

En date du 7 avril 2024, l'assemblée générale ordinaire a décidé à compter du 10 avril 2024, la modification de(s) dirigeant(s) :

Ancienne(s) mention(s)

Président d'honneur: Monsieur TAHIATA Fernand

Président: Monsieur VIRIAMU Patrick

Vice-président: Monsieur TERE David

Secrétaire: Madame LUCAS Christelle

Secrétaire adjoint: Monsieur TAU Tevaarii

Trésorier: Monsieur TUMARAE Tahiaraii

Trésorier adjoint: Monsieur TEIEFITU Mariano

Nouvelle(s) mention(s)

Président: Monsieur VIRIAMU Patrick - Mataura Tubuai

Vice-président: Monsieur TERE David - Mahu Tubuai

Secrétaire: Monsieur TAU Tevaarii - Mataura Tubuai

Secrétaire adjoint: Monsieur CHEUNG Eddy - Mataura Tubuai

Trésorier: Monsieur TUMARAE Tahiaraii - Taahuaia Tubuai

Trésorier adjoint: Monsieur TEIEFITU Mariano - Taahuaia Tubuai

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

VIRIAMU Patrick



*Annonce n° 31806*

### **POE TUAMOTU GAMBIE**

*Rectificatif à l'annonce n° 66276 parue au JOPF n° 28 du 22 mars 2024 en page 3575*

*Au lieu de :* En date du 29 février 2024, l'assemblée générale extraordinaire a décidé à compter du 15 mars 2024, la modification de(s) dirigeant(s) :

*Il fallait lire :* L'assemblée générale extraordinaire a décidé à compter du 15 mars 2024, la modification de(s) dirigeant(s) :

Eretia Purakaueke

### **MODIFICATION D'OBJET SOCIAL**

*Annonce n° 36225*

### **MAGASIN NAIKI**

SARL au capital de 5 000 000 F CFP

Siège social : Parcelle A-2451 Terre Teahuapua, Atuona,

Hiva oa BP 02 – 98741 Hiva Oa

RCS n° 22501B - N° TAHITI F12795

En date du 31 mars 2024, les associés ont décidé à compter de la même date de procéder à l'extension de l'objet social en ajoutant les activités suivantes : vente de boissons alcoolisées ou non. L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence. Le reste est sans changement.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Ouverture d'un établissement à ATUONA

LE GERANT

*Annonce n° 45865*

### **PNT MS**

SARL au capital de 100 000 F CFP

Siège social : Lotissement Te Tavake N.159 -

PUNAAUIA (98717) (BP 20690 - 98713 Papeete)

RCS n° 23 366 B - N° TAHITI F56891

En date du 29 février 2024, les associés ont décidé à compter de la même date de procéder à l'extension de l'objet social en ajoutant les activités suivantes : L'organisation et la gestion de toutes activités en présentiel ou en téléconsultation concernant les services d'assistance médicale, d'accompagnements médicalisés, para-médicalisés et de prévention concernant des individus ou des groupements d'individus, l'audit, le conseil, l'expertise, l'enseignement et la formation en ces matières, la commercialisation et location de matériel médical, l'audit en ingénierie dans ce domaine. L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence. Le reste est sans changement.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Le Gérant

### **MODIFICATION DE CAPITAL SOCIAL**

*Annonce n° 2483*

### **ENROBAGE CONCASSAGE ET INFRASTRUCTURE E.C.I.**

SAS au capital de 30 000 000 F CFP

Siège social : Zone Industrielle de la Punaruu

RCS n° 99 237 B - N° TAHITI 511568

En date du 27 mars 2024, l'assemblée générale extraordinaire a décidé à compter de la même date d'augmenter le capital social de 30 000 000 F CFP par compensation de créances liquides et exigibles en le portant de 30 000 000 F CFP à 60 000 000 F CFP. L'article 6 et l'Article 7 des statuts a été modifié en conséquence.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Pour avis et mention, le représentant légal.

*Annonce n° 18620*

### **BERNARD TRAVAUX POLYNESIE**

SA au capital de 170 100 000 F CFP

Siège social : Punaauia, Zone Industrielle de la Punaruu

RCS n° 1911B - N° TAHITI 092759

En date du 27 mars 2024, l'assemblée générale extraordinaire a décidé à compter de la même date d'augmenter le capital social de 100 002 000 F CFP par compensation de créances liquides et exigibles en le portant de 170 100 000 F CFP à 270 102 000 F CFP. L'article 6 et l'Article 7 des statuts a été modifié en conséquence.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Pour avis et mention, le représentant légal.

*Annonce n° 93518*

### **CHARCUTERIE DU PACIFIQUE**

SAS au capital de 10 000 000 F CFP

Siège social : ZI AMOE - PIRAE

RCS n° 3619B - N° TAHITI 185884

En date du 19 mars 2024, l'assemblée générale mixte a décidé à compter de la même date d'augmenter le capital social de 40 000 000 F CFP par Compensation du compte report à nouveau en le portant de 10 000 000 F CFP à 50 000 000 F CFP. L'article 6 - Apports et 7 - Capital social des statuts a été modifié en conséquence.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Le Président.

**NOMINATION DE COMMISSAIRE AUX COMPTES***Annonce n° 97288***COLOMBANI-LATOUCHE**

SELARL au capital de 27 000 000 F CFP

Siège social : 9 rue du Lieutenant VARNEY – Papeete

RCS n° 15 2 B - N° TAHITI B34939

En date du 29 mars 2024, l'assemblée générale ordinaire a décidé à compter de la même date de :

- Nommer en qualité de commissaire aux comptes suppléant Madame Marion SOLA, Immeuble Aorai, 4ème étage - Rue Edouard Ahnne, BP 4509 - 98713 Papeete en remplacement de Marc VAYSSIE.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

La Gérance

**MODIFICATIONS MULTIPLES***Annonce n° 82859*

« Office Notarial Julien CHAN – Bryce CHAN  
Rond-point de la Mairie de Punaauia »

**SCI S2T2 FENUA**

SCI au capital de 200 000 F CFP

Siège social : Papeete, Résidence Iris

RCS n° 13 53 C - N° TAHITI A67154

Avis de constitution : TAHITI INFOS le 23 mars 2013

En date du 28 mars 2024, il a été décidé aux termes d'un acte authentique à compter de la même date de :

- Modifier le(s) dirigeant(s) :

Ancienne(s) mention(s)

Le gérant de la société est M. Spencer TAIB, demeurant à Faaa, résidence VAIHIAPA,

Nouvelle(s) mention(s)

Les gérants de la société sont : M. Cédric CATTEAU, et M. Charles CALMETTES, demeurant tous deux à Nouméa (Nouvelle-Calédonie),

- Transférer le siège social de la société de Papeete, résidence Iris à Papeete, Immeuble Fare Ute CENTER 1, rue Francis Puara COWAN.

- Modifier la dénomination sociale de la société anciennement dénommée : SCI S2T2 FENUA qui devient SCI CENTRE TAINA.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Pour avis et mention, Me Bryce CHAN, notaire associé

*Annonce n° 24622*

SCP BUIRETTE - CHIN FOO

Papeete, 415 Boulevard Pomare

**MATARII HAREHATA**

SC au capital de 100 000 F CFP

Siège social : PUNAAUIA/TAHITI (98717),

Lotissement Taapuna Lot 40 (BP 4895-98713 PAPEETE)

RCS n° TPI 21 421 C - N° TAHITI E54260

Avis de constitution : JOPF du 28 septembre 2021

En date du 2 avril 2024, il a été décidé aux termes d'un acte authentique à compter de la même date de :

- Modifier le(s) dirigeant(s) :

Ancienne(s) mention(s)

- M. Michel MEYER

- Mme Matarii TAPU

Nouvelle(s) mention(s)

M. Michel MEYER, demeurant à Punaauia, Lotissement Taapuna, lot 40

- Modifier la dénomination sociale de la société anciennement MATARII HAREHATA qui devient ATIMA-MEYER

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Pour avis, Me Nancy CHIN FOO, notaire

*Annonce n° 95626***RED SOYU**

SARL au capital de 1 430 000 F CFP

Siège social : Résidence Te Avai'a - Appt n°43 -

Servitude LEQUERRE - PUNAAUIA

RCS n° 1331B - N° TAHITI A55100

En date du 18 janvier 2024, l'assemblée générale extraordinaire a décidé à compter de la même date de :

- Transférer le siège social de la société de c/o Easy PME, immeuble Suard, Av. Prince Hinoi, Papeete, Polynésie Française à Résidence Te Avai'a - Appt n°43 - Servitude LEQUERRE - PUNAAUIA.

- Modifier les associés : Suite à la cession des parts entre la Société BRYOPHARMA et Mademoiselle Amandine LAUNOIS le 18 janvier 2024, changement des associés:

Madame Amandine LAUNOIS, associée majoritaire

Monsieur Ruben CHANG, associé minoritaire.

- Modifier la répartition des parts sociales : Suite à la cession de 14 parts sociales de la Société BRYOPHARMA à Mademoiselle Amandine LAUNOIS le 18 janvier 2024 , nouvelle répartition:

- Mademoiselle Amandine LAUNOIS, 100 parts de 1 à 100 portant les numéros 1 à 100.

- Monsieur Ruben CHANG, 43 parts de 101 à 143 portant les numéros 101 à 143.

L'article Siège social et capital social des statuts a été modifié en conséquence.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Les associés

## **CESSIONS ET BAUX**

### **CESSION DE FONDS DE COMMERCE**

*Annonce n° 18907*

#### **MAGASIN NAIKI**

Par acte sous seing privé en date du 31 mars 2024, Monsieur Jean-François Emile RAUZY demeurant à Atuona, HIVA OA, a/ont cédé à MAGASIN NAIKI, SARL au capital de 5 000 000 F CFP, ayant son siège social Parcelle A2451 – Terre Teahuapua – Atuona - BP2 – 98741 HIVA OA (N° TAHITI F12795), immatriculée sous le n° 22501B au RCS de Papeete, un fonds de commerce de négociant, pâtisserie, boissons énergétiques, boulangerie et d'alimentation générale avec licence de première classe ATUONA, HIVA OA moyennant le prix de 40 000 000 F CFP. La date d'entrée en jouissance est fixée au 31 mars 2024.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse suivante : Parcelle A2451 – Terre Teahuapua – Atuona - BP2 – 98741 HIVA OA.

Pour première insertion  
Monsieur Jean-François Emile RAUZY

*Annonce n° 65521*

#### **“SARTINI ERIC JACQUES” SOUS L'ENSEIGNE ENREGISTRÉE « ALLIANZ »**

Par acte sous seing privé en date du 29 février 2024 (enregistré à Papeete le 19 mars 2024 sous le Bordereau 502/11), Monsieur Éric SARTINI, né à MARMANDE (Lot-Et-Garonne) le 4 juin 1962, demeurant à ARUE (Tahiti - Polynésie Française), 193 A Impasse Anina, Lotissement Erima (98701 Arue), de nationalité française, immatriculé au RCS de Papeete sous le n°TPI 211659 A, a/ont cédé à ASSURPAC TAHITI, SARL au capital de 1 000 000 F CFP, ayant son siège social 1, rue Francis Puara Cowan, Immeuble Fare Ute Center (N° TAHITI F57832), immatriculée sous le n° TPI 23 377 B au RCS de Papeete, un fonds de commerce d'activité d'agent d'assurance immeuble dénommé « Sienne », situé à PAPEETE, rue Dumont d'Urville, 98713 PAPEETE moyennant le prix de 60 350 000 F CFP. La date d'entrée en jouissance est fixée au 29 février 2024.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse suivante : Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse suivante : Me KRETLY RENAUD – Avocat au Barreau de PAPEETE, Avenue Nelson Mandela – résidence MUARAA FAA'A (Tahiti – Polynésie Française) - (B.P. 548 – 98713 TAHITI), où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier contenant éléction de domicile.

Pour seconde et dernière insertion,  
Le Greffier en Chef du Tribunal Mixte  
de Commerce de Papeete

## **CESSATION D'ACTIVITE**

### **CLOTURE DE LIQUIDATION**

*Annonce n° 58254*

#### **SHINE POLYNESIE BP**

EURL au capital de 20 000 F CFP

Siège social : Immeuble Gauguin n°4, angle de la  
rue Paul Gauguin et de la rue Leboucher Papeete

RCS n° TPI 08 347 - B - N° TAHITI 890160

En date du 21 mars 2024, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter de la même date.

Lieu de réunion : au siège de la liquidation, Immeuble GAUGUIN n°4, angle de la rue Paul GAUGUIN et de la rue LEBOUCHER à Papeete

Le(s) liquidateur(s) : BECART Elsa demeurant à Punaauia, Allée des roses.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Papeete.

Le liquidateur

### **DISSOLUTION PAR TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE**

*Annonce n° 11131*

#### **TAHITI LAMANAGE PRESTATIONS ET SERVICES TLPs**

SARL au capital de 100 000 F CFP

Siège social : Zone Portuaire de Motu Uta, Hangar C5,  
Zone Récifale Ouest

RCS n° 20333B - N° TAHITI D94814

Aux termes d'une décision en date du 01/04/2024, la société TAHITI MARITIME SERVICES & LOGISTICS S.A.R.L., représentée par M. Hitoti HENRY en sa qualité de gérant, associée unique de la société TAHITI LAMANAGE PRESTATIONS ET SERVICES, a décidé la dissolution anticipée de la dite société. Conformément aux dispositions de l'article 1844-5, alinéa 3, du Code civil et de l'article 8, alinéa 2 du décret no 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la Société TAHITI LAMANAGE PRESTATIONS ET SERVICES peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis. Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal de commerce de Papeete. Cette dissolution mettra fin aux fonctions de M. Hitoti HENRY, gérant.

L'associée unique

**ANNONCES CIVILES**

(Arrêté n° 2855 CM du 26/12/2018 modifié  
Avis n° 23813 MEF/DGAE du 20 décembre 2022)

**ANNONCES DE CHANGEMENT  
DE REGIME MATRIMONIAL**

*Annonce n° 10171*

Suivant acte reçu par Maître Alexandre YAO, notaire associé à PAPEETE, le 5 avril 2024, Monsieur RAIHAUTI Riplakish Byron Tini et Madame BROWN Nanua Tahia Agate demeurant ensemble UTUROA (RAIATEA), 17B Vaitahe, côté montagne., marié(e)s le 19 décembre 2014 sous le régime de communauté réduite aux acquêts sont convenus de changer de régime matrimonial afin d'adopter le régime de séparation de biens.

Les oppositions s'il y a lieu seront reçues en l'étude de Maître Alexandre YAO, notaire associé à PAPEETE 16 Rue Edouard Ahnne (B.P. 40 434 - FARE TONY) où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal.

Me Alexandre YAO

**ASSOCIATIONS**

(Arrêté n° 2855 CM du 26/12/2018 modifié  
Arrêté 2856 CM du 26/12/2018  
Avis n° 23813 MEF/DGAE du 20 décembre 2022)

**ASSOCIATION LOI 1901****CONSTITUTION D'ASSOCIATION**

*Annonce n° 13547*

**FAARAHIA A MANA**

*Objet* : 1-Rassembler tous les descendants de FAARAHIA À MANA ainsi de resserrer et consolider les liens qui les suivent.

2-Revendiquer son identité propre, familiale, juridique et ses droits foncier.

3-Aboutir les revendications concernant leur patrimoine foncier..

4-Établir une généalogie exacte et précise d'une succession.

5-Engager toutes actions pour faire les revendications concernant leur patrimoine foncier..

6-De recueillir tous les documents dans les services concernés(tribunal, cadastre, notaire, mairie).

*Siège social* : Faanui Bora Bora 98730

*Déclaration du 9 avril 2024 - Récépissé n° W9P2004740*

*Annonce n° 81931*

**APE TE IVI NO MAPUTEOA**

*Objet* : - d'apporter toute aide nécessaire à l'enfant en dehors de toute question relevant des autorités académiques  
- de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de l'école ( transport d'élèves, cantine, service médical, la sécurité..).

- de participer à toute organisation périscolaire laïque (fêtes, journées récréatives, ventes de plats, etc.).

- de favoriser la relation entre les parents d'élèves et les enseignants.

- de soutenir les projets de l'établissement.

*Siège social* : l'école MAPUTEOA Rikitea Gambier

*Déclaration du 2 avril 2024 - Récépissé n° W9P1011276*

*Annonce n° 9468*

**ASSOCIATION FAMILIALE TARA'URA**

*Objet* : L'association a pour buts :

- De recueillir tous les documents dans les services administratifs (Tribunal, État civil, Cadastre etc.) ;

- D'engager toutes les actions pour faire aboutir les revendications concernant le patrimoine de ses adhérents, transmis par leurs ancêtres ;

- De défendre et de protéger les biens familiaux ;

- D'avoir son identité familiale et juridique ;

- Assurer la pérennité du patrimoine des ayants droits ;

- De clarifier toutes les situations généalogiques, foncières et conventionnelles à travers des démarches auprès des pouvoirs publics pour la reconnaissance du droit de propriété de ses adhérents, conformément aux lois, textes et règlement en vigueur en Polynésie Française.

*Siège social* : Quartier FARAURU MAUPITI

*Déclaration du 22 mars 2024 - Récépissé n° W9P2004734*

*Annonce n° 76879*

**AGROFORESTIER DE FAKARAVA**

*Objet* : la promotion, le développement et la formation de l'agriculture agroforestière sur l'atoll de Fakarava

*Siège social* : Pk20 Tokerau, Bp 157 Rotoava 98763 Fakarava

*Déclaration du 5 avril 2024 - Récépissé n° W9P1011291*

*Annonce n° 89802*

**TE ARA TA'O O TE AO URI**

*Objet* : Cette association a pour but :

de réunir la jeunesse et/ou la population âgée autour de débats culturels sur des concepts et des notions propres à l'autochtonie, afin d'encourager la communication intergénérationnelle dans un but premier de transmission et de partage, dont la finalité est la sauvegarde et la protection de ces savoirs traditionnels par les jeunes ;



d'organiser des spectacles divers ou autres manifestations à caractères culturels ;

d'éveiller les consciences des jeunes quant aux richesses de leurs traditions ancestrales en développant des activités à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;

de rassembler la jeunesse autour d'un objectif commun de valorisation et de vulgarisation de l'histoire des ancêtres mā'ohi ;

de sensibiliser la jeunesse à l'environnement en organisant des campagnes de prévention ;

d'organiser des sessions de formation en danse, en percussion, à l'art théâtral, à l'art de la déclamation, aux savoir-faire traditionnels ;

de valoriser les travaux des jeunes en organisant des expositions diverses, des séminaires ou des conférences animées par les jeunes eux-mêmes ainsi que personnes sources détentrices de savoirs et de savoir-faire traditionnels ;

de valoriser le patrimoine matériel et immatérielle, et éventuellement d'élargir le champ de valorisation au triangle polynésien ;

de retisser le lien entre les peuples autochtones en organisant des rencontres entre les différentes cultures du Pacifique.

*Siège social* : Tautira, vallée de Vaitepiha

*Déclaration du 4 avril 2024 - Récépissé n° W9P1011279*

*Annonce n° 36680*

#### **TE TEATA ATA RAU (LE THEATRE DU RIRE UNIVERSEL)**

*Objet* : Écrire, créer et produire des spectacles vivants, tant en langues polynésiennes que française, qui seront représentés en public et, si possible, en milieu scolaire.

*Siège social* : à Hitiraamahana, Lot n°24 - Mahinarama 98709 Mahina

*Déclaration du 5 avril 2024 - Récépissé n° W9P1011284*

*Annonce n° 77394*

#### **ASSOCIATION RIMARAU**

*Objet* : Organiser des ventes de plats afin de pouvoir financer des projets familiaux tels que des voyages ou activités..etc

*Siège social* : Faaa Pamatai pk 3.600 côté montagne lot Cowan n°22

*Déclaration du 4 avril 2024 - Récépissé n° W9P1011281*

*Annonce n° 24746*

#### **TE HUAAI NO ATINIU ARIIORAI E NO MIRIAMA**

*Objet* : Cette association a pour objets :

1.Aider les héritiers et héritières à s'installer sur les terres de nos ancêtres.

2.Représentants et participants à toutes réunions, discussions concernant les terres de nos ancêtres (ATINIU ARIIORAI et MIRIAMA)

3.De resserrer les liens entre adhérents en organisant des activités à visée éducative large, dans des domaines variés : culturels, linguistiques, sportifs, sociaux... ;

4.D'organiser ou de participer à des événements dans les domaines précités dans un esprit ludique, éducatif et citoyen ;

5.De favoriser l'équipement pédagogique des adhérents en organisant des achats groupés de matériels et ouvrages divers ;

6.De faciliter la circulation de l'information et de la communication entre les adhérents et les divers partenaires.

7.De participer à tous événements linguistiques, culturels et associatifs.

8.D'organiser des voyages de groupes

9.Aider les personnes à monter des dossiers pour une insertion professionnelle :

Elle s'interdit toute manifestation à caractère politique ou confessionnel.

*Siège social* : TAHAA 98733

*Déclaration du 5 avril 2024 - Récépissé n° W9P2004738*

**COMMANDE PUBLIQUE**

(Arrêté n° 2855 CM du 26/12/2018 modifié  
Avis n° 23813 MEF/DGAE du 20 décembre 2022)

**MARCHES PUBLICS****AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE****PRESTATION TRANSPORTS SCOLAIRE  
PAR VOIE MARITIME - TUBUAI RAPA**

*Annonce n° 70883*

**1. Informations relatives à l'acheteur public**

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Direction générale de l'éducation et des enseignements, Rue du Taaone - Bureau des transports scolaires - Bâtiment C - Pirae, B.P. 20673, 98713 Papeete – TAHITI, Polynésie française, tél. : (689) 40 47 05 00, fax : (689) 40 42 40 39, courriel : pts.tahiti@education.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

**2. Objet et caractéristiques principales**

1° Objet : Transport scolaire par voie maritime des élèves résidents sur l'île de Rapa et scolarisés sur l'île de Tubuai dans l'archipel des Australes ou sur un autre archipel.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Type de marché : Marché de prestations de service.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : ILES DE RAPA ET TUBUAI.

5° Durée du marché : de 48 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service

6° Variantes autorisées : Non.

3. *Forme du marché* : Marché à bon de commande mono-attributaire avec un minimum : valeur 66 400 000 F CFP HT et avec un maximum : valeur 240 555 000 F FCP HT.

4. *Prestations divisées en lots* : Non.

5. *Type de procédure* : Appel d'offres ouvert.

6. *Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats*

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités des candidats : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

7. *Critères d'attribution* : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

**8. Conditions de délai**

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 17 mai 2024 à 11 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 90 jours.

**9. Renseignements complémentaires**

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Direction générale de l'éducation et des enseignements - Bureau des transports scolaires - rue du Taaone bâtiment C - Pirae, B.P. 20673, 98713 Papeete – TAHITI, Polynésie française, tél. : (689) 40 47 05 23 courriel : pts.tahiti@education.pf.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Direction générale de l'éducation et des enseignements - Bureau des transports scolaires - rue du Taaone bâtiment C - Pirae, B.P. 20673, 98713 Papeete – TAHITI, Polynésie française, tél. : (689) 40 47 05 23 courriel : pts.tahiti@education.pf.

**10. Conditions de remise des offres et /ou des candidatures**

1° Contenu du pli à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Adresse et modalités de remise des plis : Direction générale de l'éducation et des enseignements située à Pirae rue du Taaone Bâtiment C - B.P. 20673, 98713 Papeete – TAHITI, Polynésie française

11. *Instance chargée des procédures de recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.

12. *Date d'envoi du présent avis à la publication* : Le 09 avril 2024.

**FOURNITURE ET POSE D'UN SYSTEME  
DE SURVEILLANCE DU DOMAINE MARITIME PORTUAIRE  
A LA SUITE DE LA DECLARATION SANS SUITE  
DE L'AAPC 2023/03**

*Annonce n° 91360*

*1. Informations relatives à l'acheteur public*

1° Catégorie : Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) de la Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Port autonome de Papeete, Motu uta, BP 9164 - 98716 Pirae, tél. : 40.47.48.00, courriel : [commandepublique@portppt.pf](mailto:commandepublique@portppt.pf).

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : M. Jean-Paul Le Caill, Directeur général du Port autonome de Papeete .

*2. Objet et caractéristiques principales*

1° Objet : AAPC 2024/25 - Fourniture et pose d'un système de surveillance du domaine maritime portuaire.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Fournitures.

3° Type de marché : Contrat d'achat.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Les lieux d'exécution sont situés au siège du Port autonome de Papeete à Motu uta, et sur des sites de Pirae à Punaauia.

5° Durée du marché : stipulée dans les documents du marché

6° Variantes autorisées : Non.

3. *Forme du marché* : Marché simple.

4. *Prestations divisées en lots* : Non.

5. *Type de procédure* : Appel d'offres ouvert.

6. *Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats*

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités des candidats : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

7. *Critères d'attribution* : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

*8. Conditions de délai*

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 27 mai 2024 à 13 heures 30.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 90 jours.

*9. Renseignements complémentaires*

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Port autonome de Papeete - BP 9164 98716 Pirae - [commandepublique@portppt.pf](mailto:commandepublique@portppt.pf).

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Port autonome de Papeete - BP 9164 98716 Pirae - [commandepublique@portppt.pf](mailto:commandepublique@portppt.pf).

3° Frais de reprographie : Le tarif des dossiers de consultation est fixé à 15 000 FHT/kg.

*10. Conditions de remise des offres et /ou des candidatures*

1° Contenu du pli à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Adresse et modalités de remise des plis : Dans le règlement de consultation

11. *Instance chargée des procédures de recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : [greffe.ta-papeete@juradm.fr](mailto:greffe.ta-papeete@juradm.fr), site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.

12. *Date d'envoi du présent avis à la publication* : Le 08 avril 2024.

**RECTIFICATIF A L'AVIS D'APPEL PUBLIC  
A LA CONCURRENCE "TRAVAUX DE REALISATION  
DE TERRAIN DE PADEL"**

*Annonce n° 2601*

*1. Informations relatives à l'acheteur public*

1° Catégorie : Commune.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de PIRAE, Avenue ARIIPAEA POMARE, BP: 51585 - 98716 PIRAE, tél. : 40 50 80 80, fax : 40 43 98 44, courriel : [contact@pirae.pf](mailto:contact@pirae.pf).

2. *Objet* : La présente consultation concerne la réalisation de terrains de PADEL.

3. *Rectification* : Les candidats éventuels sont informés qu'une seconde (2nde) visite groupée sera effectuée le mercredi 17/04/2024 sur site.

Le rendez-vous pour la visite est fixé à 09h00, dans le parking de la maison des jeunes et de la culture de Pirae (MJC PIRAE), à côté des locaux de la Croix-Rouge de Pirae.

Les candidats doivent confirmer leur venue du bureau de la commande publique par mail à [commandepublique@pirae.pf](mailto:commandepublique@pirae.pf)

Les autres dispositions prévues par le dossier de consultation restent inchangées.

4. *Date d'envoi du présent avis à la publication* : Le 08 avril 2024.

**PRESTATION TRANSPORT SCOLAIRE  
PAR VOIE TERRESTRE SUR L'ILE DE RURUTU**

*Annonce n° 37391*

*1. Informations relatives à l'acheteur public*

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Direction générale de l'éducation et des enseignements, Rue du Taaone - Bureau des transports scolaires - Bâtiment C - Pirae, B.P. 20673, 98713 Papeete – TAHITI, Polynésie française, tél. : (689) 40 47 05 00, fax : (689) 40 42 40 39, courriel : [pts.tahiti@education.pf](mailto:pts.tahiti@education.pf).

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

## 2. *Objet et caractéristiques principales*

1° **Objet** : Transport scolaire par voie terrestre des élèves résidant sur l'île de Rurutu.

2° **Catégorie de prestations** à laquelle se rattache le marché : Services.

3° **Type de marché** : Marché de prestations de service.

4° **Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande** : ILES DE RURUTU.

5° **Durée du marché** : de 48 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service

6° **Variantes autorisées** : Non.

3. *Forme du marché* : Marché à bon de commande mono-attributaire avec un minimum : Lot 1 : 8 600 000 F CFP HT Lot 2 : 34 400 000 F CFP HT et avec un maximum : Lot 1 : 6 950 000 F FCP HT Lot 2 : 27 800 000 F CFP HT.

## 4. *Prestations divisées en lots* :

Lot 1 : Établissements scolaire :

Collège de Rurutu : secteurs de ramassage des élèves Unaa, Avera, Narui, Aanau, Vitaria.

- Ecole primaire maternelle publique Avera : secteurs de ramassage des élèves Vitaria, Avera, Aanau, Narui, Naairoa.

- Ecole primaire et maternelle publique de Moerai : secteurs de ramassage des élèves Unaa, Vitaria.

Lot 2 : Établissements scolaire

- Collège de Rurutu : secteurs de ramassage des élèves Paparai, Hauti, Peva, Moerai, Naairoa.

- Ecole primaire et maternelle publique de Moerai : secteurs de ramassage des élèves Paparai, Hauti, Peva, Moerai.

Les modalités de soumission aux lots ainsi que les modalités de leur attribution sont définies dans le règlement de la consultation.

5. *Type de procédure* : Appel d'offres ouvert.

6. *Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats*

1° **Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs** : Définie dans le règlement de la consultation.

2° **Documents et renseignements relatifs aux capacités des candidats** : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

7. *Critères d'attribution* : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

## 8. *Conditions de délai*

1° **Date limite de remise des candidatures ou des offres** : Le 14 mai 2024 à 12 heures.

2° **Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres** : 90 jours.

## 9. *Renseignements complémentaires*

1° **Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus** (administratifs et/ou techniques) : Direction générale de l'éducation et des enseignements - Bureau des transports scolaires - rue du Taaone bâtiment C - Pirae, B.P. 20673, 98713 Papeete – TAHITI, Polynésie française , tél. : (689) 40 47 05 23 courriel : pts.tahiti@education.pf.

2° **Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé** : Direction générale de l'éducation et des enseignements - Bureau des transports scolaires - rue du Taaone bâtiment C - Pirae, B.P. 20673, 98713 Papeete – TAHITI, Polynésie française , tél. : (689) 40 47 05 23 courriel : pts.tahiti@education.pf.

## 10. *Conditions de remise des offres et/ou des candidatures*

1° **Contenu du pli à remettre** : Défini dans le règlement de la consultation.

2° **Adresse et modalités de remise des plis** : Direction générale de l'éducation et des enseignements située à Pirae rue du Taaone Bâtiment C - B.P. 20673, 98713 Papeete – TAHITI, Polynésie française

11. *Instance chargée des procédures de recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.

12. *Date d'envoi du présent avis à la publication* : Le 09 avril 2024.

## **AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE N° 08/24/MGT - FOURNITURE ET MAINTENANCE D'UN LOGICIEL DE GESTION DES OUVRAGES D'ART. CET APPEL D'OFFRE EST LANCE SUITE A LA DECISION DE L'AUTORITE COMPETENTE N°24 0008 DU 17/01/2024 RENDANT L'AO N°53/23/MGT DU 04/10/2023 INFRUCTUEUX.**

*Annonce n° 60247*

## 1. *Informations relatives à l'acheteur public*

1° **Catégorie** : Polynésie française.

2° **Nom et coordonnées de l'acheteur** : Direction de l'Équipement, Bâtiment A1 - Rue du Commandant DESTREMAU, BP 85 - 98713 PAPEETE - TAHITI, tél. : 40 46 81 23, fax : 40 46 83 05, courriel : secretariat@equipement.gov.pf.

3° **Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché** : Le Ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, Jordy CHAN.

## 2. *Objet et caractéristiques principales*

1° **Objet** : FOURNITURE ET MAINTENANCE D'UN LOGICIEL DE GESTION DES OUVRAGES D'ART.

2° **Catégorie de prestations** à laquelle se rattache le marché : Services.

3° **Type de marché** : Achat, mise en place et maintenance d'un logiciel.

4° **Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande** : Polynésie Française – Ile de Tahiti – Commune de Papeete.

5° **Durée du marché** : stipulée dans les documents du marché

6° **Variantes autorisées** : Non.

3. *Forme du marché* : Marché simple.

4. *Prestations divisées en lots* : Non.

5. *Type de procédure* : Appel d'offres ouvert.



### 6. Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs :  
- Une lettre de candidature présentée et renseignée selon le modèle joint (LC1 en cas de candidature unique ou LC1Bis en cas de candidature en groupement) comportant les renseignements relatifs à l'identification et aux coordonnées du candidat ou de chaque membre en cas de groupement candidat et dans ce dernier cas l'identité du mandataire et l'étendue de son habilitation.

- Cette lettre sera accompagnée d'un extrait Kbis de moins de 1 an permettant d'identifier l'identité de la personne physique ayant le pouvoir d'engager le candidat ou chaque membre du groupement candidat.
- Lorsque le signataire des pièces de la candidature et de l'offre du candidat n'est pas mentionné au KBIS, une délégation de pouvoir du représentant légal de l'entreprise justifiant de l'habilitation du signataire est également produite.
- Les certifications par l'administration fiscale (DICP et Trésor public) attestant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- Un certificat établi par la Caisse de Prévoyance Sociale justifiant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations.

Les attestations fiscales et sociales ainsi délivrées sont valables pour toute l'année visée. Les candidats qui soumissionnent à plusieurs marchés conservent l'attestation originale et sont autorisés à produire des photocopies.

- La déclaration sur l'honneur, visée à l'article A 233-5 du CPMP pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun des cas mentionnés à l'article LP 233-1.
- Et pour les candidats admis au règlement judiciaire, selon l'article A 233-6 du CPMP :

1. La copie du ou des jugements prononcés ;
2. Lorsqu'ils sont en période d'observation, une attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités des candidats : 1-Documents et renseignements relatifs aux capacités financières sont définis ci-dessous :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global des trois derniers exercices disponibles.

Les entreprises de création récente devront prouver leurs capacités financières par une déclaration appropriée de banque.

2-Les documents et renseignements relatifs aux capacités techniques ou professionnelles.

- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

7. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

### 8. Conditions de délai

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 10 juin 2024 à 11 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 150 jours.

### 9. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Arrondissement Infrastructure de la Direction de l'équipement – BP 85 – 98713 Papeete – Tel : 40 48 54 00.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Le DCE est téléchargeable gratuitement via la plateforme des marchés publics polynésiens sur le site internet de LEXPOL. Le DCE peut être consulté au Bureau des Marchés de la Direction de l'Equipeement - centre administratif - 11 rue du commandant Destremau, Papeete - Bâtiment A1 - 3ème étage, tél. : 40 46 80 41.

### 10. Conditions de remise des offres et / ou des candidatures

1° Contenu du pli à remettre : Les offres et les candidatures seront remises sous pli cacheté dans une seule enveloppe, contenant les pièces, A, B, C, D, E et F citées à l'article 13 du R.C. Il est demandé aux soumissionnaires, si possible, de séparer les pièces A, B, C, D (pièces relatives à la candidature) des pièces E et F (pièces relatives à l'offre) en les insérant dans des chemises (ou autres) séparées.

2° Adresse et modalités de remise des plis : dans une seule enveloppe au Bureau des Marchés de la Direction de l'Equipeement - centre administratif - 11 rue du commandant Destremau - Bâtiment A1 - 3ème étage avant la date indiquée au 8.1 du présent avis, délai de rigueur, ou par pli recommandé avec avis de réception postal au BP 85 - 98713 PAPEETE, et parvenir à destination avant ces mêmes dates et heures limites. Toute offre parvenue après cette heure sera rejetée.

11. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.

12. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 10 avril 2024.

## RECTIFICATIF A L'AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Annonce n° 81061

### 1. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Direction de l'Aviation Civile de Polynésie française, Immeuble Tefafai à Puurai, BP 1409 98713 Papeete, tél. : 40 54 37 72, fax : 40 54 37 80, courriel : secretariat.dac@administration.gov.pf.

2. Objet : Marché simple.

3. Rectification : L'acte d'engagement est modifié pour porter le délai d'exécution total à 6 mois au lieu des 4 mois initialement prévu. Le document "acte d'engagement" est remplacé par une version V2.

4. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 11 avril 2024.

## **AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE (MAPA)**

### **PRESTATIONS DE SERVICES EN COMMUNICATION POUR LA DIRECTION DE LA SANTE**

*Annonce n° 38540*

#### *1. Informations relatives à l'acheteur public*

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Direction de la Santé, Rue du Commandant Destremau, Immeuble Atitiafa, BP 611 - 98713 Papeete - Tahiti, tél. : (+689) 40 46 61 00, courriel : secretariat.dsp@administration.gov.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée et par délégation la Direction de la santé.

#### *2. Objet et caractéristiques principales*

1° Objet : Prestations de services en communication pour la Direction de la santé.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Polynésie française.

4° Durée du marché : stipulée dans les documents du marché

Le marché est reconductible 1 fois pour une période de 12 mois.

#### *3. Prestations divisées en lots :*

Lot 1 : Prestation de conception et/ou réalisation graphique

Lot 2 : Prestation de webmastering et webmarketing

Lot 3 : Prestation de community management.

Les modalités de soumission aux lots ainsi que les modalités de leur attribution sont définies dans le règlement de la consultation.

#### *4. Type de procédure : Procédure adaptée*

5. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation.

6. Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 13 mai 2024 à 11 heures.

#### *7. Renseignements complémentaires*

1° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Sur Lexpol ou à l'adresse pauline.lafarge@administration.gov.pf.

2° Contenu du dossier de réponse : Défini dans le règlement de la consultation.

3° Adresse et modalités pour la remise des plis : Direction de la Santé - Bureau du Budget, des finances et du patrimoine - 56 rue du Commandant Destremau, Paofai, Immeuble Atitiafa (Musée de la Perle) 2ème étage BP 611 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNESIE FRANCAISE.

8. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 09 avril 2024.

## **ACQUISITION D'UNE AMBULANCE DE TRANSPORT SANITAIRE DE CATEGORIE C TYPE A POUR L'HOPITAL DE TARAVAO**

*Annonce n° 40142*

#### *1. Informations relatives à l'acheteur public*

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Direction de la Santé, Rue du Commandant Destremau, Immeuble Atitiafa, BP 611 - 98713 Papeete - Tahiti, tél. : (+689) 40 46 61 00, courriel : secretariat.dsp@administration.gov.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée et par délégation la Direction de la santé.

#### *2. Objet et caractéristiques principales*

1° Objet : Acquisition d'une ambulance de transport sanitaire de catégorie C type A pour l'hôpital de Taravao.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Fournitures.

3° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Tahiti.

4° Durée du marché : stipulée dans les documents du marché

3. Prestations divisées en lots : Non.

4. Type de procédure : Procédure adaptée

5. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation.

6. Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 17 mai 2024 à 11 heures.

#### *7. Renseignements complémentaires*

1° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Sur Lexpol ou à l'adresse pauline.lafarge@administration.gov.pf.

2° Contenu du dossier de réponse : Défini dans le règlement de la consultation.

3° Adresse et modalités pour la remise des plis : Direction de la Santé - Bureau du Budget, des finances et du patrimoine - 56 rue du Commandant Destremau, Paofai, Immeuble Atitiafa (Musée de la Perle) 2ème étage BP 611 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNESIE FRANCAISE.

8. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 09 avril 2024.

## **PRESTATIONS LIEES A L'ORGANISATION DE 05 CONCOURS (EXTERNES ET INTERNES) DESTINES A RECRUTER DES FONCTIONNAIRES AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE POUR L'ANNEE 2024**

*Annonce n° 82043*

#### *1. Informations relatives à l'acheteur public*

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Assemblée de la Polynésie française, Tahiti, Papeete, 21 Rue du Dr CASSIAU, BP28 98713, tél. : 40 41 63 58 ou 40 41 63 23, courriel : mareva.mercier@assemblee.pf ou cellule\_rh@assemblee.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : M. Antony GEROS.

*2. Objet et caractéristiques principales*

1° Objet : PRESTATIONS LIÉES À L'ORGANISATION DE 05 CONCOURS (EXTERNES ET INTERNES) DESTINÉS À RECRUTER DES FONCTIONNAIRES AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2024.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Les prestations s'exécutent pour le compte de l'assemblée et dans l'ensemble des locaux nécessaires au bon aboutissement de la commande.

4° Durée du marché : de 6 mois à compter de la date de notification du marché ou de l'accord-cadre

3. *Prestations divisées en lots* : Non.

4. *Type de procédure* : Procédure adaptée

5. *Critères d'attribution* : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation.

6. *Date limite de remise des candidatures ou des offres* : Le 29 avril 2024 à 12 heures.

*7. Renseignements complémentaires*

1° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Tahiti, Papeete, 21 Rue du Dr CASSIAU, BP28 98713, tél. : 40 41 63 58 ou 40 41 63 23, courriel : mareva.mercier@assemblee.pf ou cellule\_rh@assemblee.pf.

2° Contenu du dossier de réponse : Défini dans le règlement de la consultation.

3° Adresse et modalités pour la remise des plis : Voir dans le règlement de consultation.

8. *Date d'envoi du présent avis à la publication* : Le 10 avril 2024.

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

# Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente  
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes